



Assemblée nationale

# journal des Débats

Deuxième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le vendredi 29 juillet 1977

Vol. 19 — No 82

Président: M. Clément Richard

## Table des matières

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 45 — Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre	
Première lecture.	2501
Vote de première lecture.	2503
Questions orales des députés	
Vacances des ministres.	2503
Hausse des tarifs d'électricité.	2504
Situation hospitalière à Baie-Comeau et Haute-riève.	2506
Bureaux de Communication-Québec.	2507
Projet de Val-Martin et à la ville de Laval.	2508
Sondage sur les intentions de vote.	2509
Schéma d'aménagement de la Communauté régionale de l'Outaouais.	2510
Programme fédéral d'isolation des maisons.	2511
Projet de loi no 205 — Loi modifiant la Charte de la ville de La Prairie	
Troisième lecture.	2512
Projet de loi no 223 — Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières	
Troisième lecture.	2512
Projet de loi no 227 — Loi concernant la ville de Mont-Laurier	
Troisième lecture.	2513
Projet de loi no 234 — Loi concernant la ville de Fermont	
Troisième lecture.	2513
Projet de loi no 242 — Loi concernant la ville de Richelieu	
Troisième lecture.	2513
Projet de loi no 59 — Loi concernant le rôle de la valeur locative de la ville de Montréal	
Troisième lecture.	2513
Projet de loi no 101 — Charte de la langue française	
Deuxième lecture.	2514
Motion de report à trois mois (suite).	2514
M. Gérard-D. Levesque.	2514
M. André Marchand.	2518
M. Richard Verreault.	2520
M. Claude Dubois.	2521
M. Yvon Picotte.	2522
M. Jean-Noël Lavoie.	2524
M. Noël Saint-Germain.	2526
Travaux parlementaires.	2529
Ajournement.	2529

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances*

*Adresse: Service des Documents Parlementaires*

*Assemblée nationale*

*Hôtel du Gouvernement, Québec*

*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le vendredi 29 juillet 1977

(Dix heures six minutes)

**M. Richard (Président):** A l'ordre, mesdames, et messieurs!

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.

**M. Lavoie:** Je pense bien que personne n'aurait objection à ce que je provoque un vote enregistré pour...

**M. Burns:** Vous allez avoir l'occasion, immédiatement après, le ministre du Travail dépose le projet de loi no 45.

**M. Lavoie:** D'accord, très bien, parce qu'on désirerait avoir plus de réponses à nos questions.

**M. Levesque (Bonaventure):** Un minimum de ministres, s'il vous plaît!

**M. Burns:** D'accord.

**M. Levesque (Bonaventure):** S'il ne reste plus de députés, il doit rester quelques ministres.

**Le Président:** Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** M. le Président, article 1).

### Projet de loi no 45

#### Première lecture

**Le Président:** M. le ministre du Travail propose la première lecture de la Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre, M. le ministre du Travail.

**M. Johnson:** M. le Président, j'ai le plaisir de déposer, au nom du gouvernement, le projet de loi no 45 portant le titre de Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Je fais lecture de brèves notes explicatives.

Ce projet vise essentiellement:

a) à apporter certaines modifications techniques aux mécanismes prévus au Code du travail, particulièrement sur les aspects suivants, à savoir l'accréditation, la négociation, le contenu de la convention collective, l'arbitrage des griefs, l'augmentation des amendes, les poursuites par le Procureur général et les jours non juridiques;

b) à obliger tout employeur, à retenir sur le salaire de tout salarié faisant partie d'un groupe pour lequel une association a été accréditée le montant spécifié pour cette association à titre de

cotisation, que le salarié soit ou non membre de cette association accréditée;

c) à interdire à un employeur, d'abord, d'utiliser les services d'une personne nouvellement embauchée, pour remplir les fonctions d'un salarié en grève ou en lock-out; deuxièmement, d'utiliser les services d'un salarié membre de l'unité de négociation en grève ou en lock-out, soit dans un autre de ces établissements, soit dans l'établissement ou la grève ou le lock-out est en cours, à moins que, dans ce dernier cas, l'entente entre les parties ou l'obligation légale de certains salariés soit à cet effet et de permettre à un enquêteur dépêché par le ministre, de vérifier si cette interdiction est respectée et prévoir une sanction pénale à cette interdiction;

d) à accorder à tout salarié ayant fait la grève ou subi un lock-out le droit de recouvrer son emploi de préférence à toute autre personne à la fin de cette grève ou de ce lock-out et de permettre à tout salarié qui croit que son employeur ne s'est pas conformé à ce principe de soumettre une plainte au commissaire général du travail et de bénéficier d'un recours de même nature que celui prévu dans le cas du congédiement, suspension ou déplacement pour activités syndicales;

e) à accorder au ministre, lorsque, dans un conflit de travail, l'intervention d'un conciliateur a été infructueuse et qu'il est d'avis, sur la foi du rapport d'un enquêteur qu'il peut nommer à la demande d'une partie, que la grève ou le lock-out ne pourra être réglé dans un délai raisonnable, compte tenu du comportement des parties, le pouvoir de charger un conseil d'arbitrage de déterminer le contenu d'une première convention collective pour une période d'un an;

f) à permettre à une association de salariés, dès qu'elle regroupe à titre de membres en règle 35% des salariés de l'unité de négociation, d'obtenir la tenue d'un vote au scrutin secret et prévoir qu'il suffira à ce moment d'avoir la majorité absolue des votes et non uniquement des membres, pour être accrédité;

g) à obliger les syndicats à prévoir dans leurs statuts et règlements la tenue d'un vote au scrutin secret en ce qui a trait à l'élection des personnes occupant une fonction de direction au sein de l'association, à l'acceptation ou au rejet des offres de l'employeur en vue de la conclusion d'une convention collective, au déclenchement d'une grève et au règlement d'une grève ou d'un lock-out et prévoir que seul un membre de telle association pourra entreprendre des démarches en vue de faire respecter cette obligation.

**M. Burns:** M. le Président.

**M. Biron:** M. le Président.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, je pense bien que c'est l'endroit et le moment pour poser la question traditionnelle, mais qui prend plus d'importance ce matin, justement à cause de l'impact que pourrait avoir ce projet de loi et de l'importance des implications que le projet de loi comporte. Ma question s'adresse au leader parlementaire du gouvernement. Est-ce que le leader parlementaire du gouvernement a l'intention de déferer ce projet de loi pour étude en commission parlementaire et audition après la première lecture et avant qu'on ait à se prononcer sur la deuxième lecture?

Nous avons déjà eu de nombreuses représentations relativement à ce projet de loi qui a déjà été annoncé de part de d'autre. J'ose croire — ma question est peut-être superflue, tellement cela nous semble évident — que le geste que posera le leader parlementaire du gouvernement sera de nature à nous rassurer et à permettre les auditions qui sont demandées.

**M. Burns:** Je n'ai pas l'intention de déferer le projet de loi après la première lecture en commission parlementaire.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je n'ai pas compris. Vous n'avez pas l'intention?

**M. Burns:** Je n'ai pas l'intention.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, premièrement, il est important de formuler de nouveau le vœu que le leader du gouvernement prenne en considération, de concert avec son collègue, le ministre du Travail, la requête que nous faisons ce matin. Réellement, ce n'est pas du tout une question entachée de partisanerie. Au contraire, M. le Président, nous formulons...

**M. Burns:** M. le Président, j'ai répondu.

**M. Levesque (Bonaventure):** ...simplement un vœu pour que le leader du gouvernement révise avec le ministre du Travail cette décision et révoque le plus tôt possible l'ordre de deuxième lecture, afin de permettre à tous les citoyens qui ont quelque chose à dire sur ce projet de loi de venir s'exprimer en commission parlementaire.

**M. Burns:** J'invoque le règlement, M. le Président. Il ne s'agit pas de faire un discours. On me pose une question — c'est la place pour le faire — j'ai accepté de répondre. Ma réponse est claire, je la répète, je n'ai pas l'intention...

**M. Levesque (Bonaventure):** C'est inacceptable.

**M. Burns:** Cela est votre problème à vous. Nos problèmes, c'est comment on va mener ce projet de loi. C'est cela.

**M. Levesque (Bonaventure):** Inacceptable.

**M. Burns:** Je répète et je dis clairement que je

n'ai pas l'intention de déferer ce projet de loi après la première lecture en commission parlementaire.

**M. Levesque (Bonaventure):** Aucun sens.

**Le Président:** Cette motion sera-t-elle acceptée?

**M. Samson:** M. le Président, pourrait-on demander un vote enregistré sur ce projet de loi?

**Le Président:** Qu'on appelle les députés!

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, question de privilège. Je comprends qu'il s'agit peut-être d'un précédent, mais devant la situation de ce matin à l'Assemblée nationale, devant le refus du gouvernement, nous n'avons pas d'autre choix que de manifester notre position de la façon dont nous allons le faire par le vote en première lecture.

**Le Président:** M. le chef de l'Union Nationale.

**M. Biron:** Question de privilège, aussi. Devant le refus du gouvernement de nous accorder une commission parlementaire avant la deuxième lecture, nous devons manifester notre intention sur cette première lecture.

**M. Burns:** M. le Président.

**M. Samson:** M. le Président, question de privilège, aussi. Je pense que nous avons droit à cette commission parlementaire. Étant donné qu'on ne nous l'accorde pas, pour les mêmes raisons, je manifesterai mon opposition.

**M. Roy:** M. le Président.

**M. Burns:** M. le Président, sur la question de privilège.

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** Puisque cela a déjà fait l'objet de passablement de discussions ici, à cette Assemblée, qu'il semblait acquis que nous puissions avoir une commission parlementaire à la demande même de toutes les personnes intéressées, à mon grand regret, je devrai voter contre.

**M. Burns:** M. le Président, puisque tout le monde y va de son petit fion, pourquoi n'irais-je pas du mien aussi? Je vous dis simplement ceci. Cela va être très bref. La raison pour laquelle nous ne convoquons pas de commission parlementaire, c'est que, d'une part, ce que le ministre du Travail a déposé ce matin, c'est un projet de loi qui a fait l'objet de consultations au Comité consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, qui était même déjà partiellement, quant à une partie, déposé et auquel on ajoute des dispositions "antiscabs" et des dispositions relativement à la formule Rand, ce qui est une décision politique du gouvernement. Ce dernier est prêt à en subir les conséquences.

**M. Lavoie:** Le leader me permettrait-il une question? Avez-vous l'intention de soumettre l'étude de ce projet de loi immédiatement, au mois d'août, ou de retarder cette étude au mois d'octobre ou au mois de novembre, à la reprise éventuelle de la session?

**M. Burns:** Immédiatement, au mois d'août.

**M. Lavoie:** Au mois d'août.

#### Vote de première lecture

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Jean. Nous allons maintenant mettre aux voix cette motion de première lecture... A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Caron:** Le parti au pouvoir devrait donner l'exemple.

**Le Président:** Que ceux qui sont en faveur de cette motion de première lecture veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Burns, Cardinal, Laurin, Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Johnson, O'Neill, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Duhaime, Lazure, Léger, Tardif, Garon, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Fallu, Rancourt, Grégoire, Laplante, Bisaillon, de Bellefeuille, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellet, Perron, Brassard, Lefebvre, Dussault, Charbonneau, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Gagnon, Jolivet.

**Le Président:** Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Caron, O'Gallagher, Picotte, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Biron, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Samson, Roy.

**Le Président:** Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever.

**Le Secrétaire adjoint:** Pour: 49 — Contre: 33 — Abstentions: 0

**Le Président:** Motion adoptée.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième lecture de ce projet de loi.

**Le Président:** Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.  
Déclarations ministérielles.  
Dépôt de documents.  
Période de questions orales.  
M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** M. le Président...

#### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

##### Vacances des ministres

**M. Levesque (Bonaventure):** J'aurais une question de privilège, avant la période des questions.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, j'attire l'attention du leader du gouvernement sur cette question de privilège à laquelle il voudra peut-être, malgré le règlement, répondre. Ce qui nous inquiète un peu, c'est la préparation de nos travaux et particulièrement la période des questions. Nous avons appris que les ministres du gouvernement se relayeront à l'occasion de vacances qu'ils ont commencé à prendre. La question de privilège, c'est que nous voudrions que l'Opposition officielle du moins — peut-être que c'est le vœu des autres — puisse avoir la liste des vacanciers et la liste de ceux qui seront en Chambre, afin que nous puissions avoir des questions qui correspondent aux présences en Chambre.

**M. Burns:** M. le Président...

**M. Lessard:**... Miami.

**M. Burns:** ... le chef de l'Opposition est bien mal placé pour nous faire des rappels à l'ordre sur des sujets comme ceux-là, alors qu'on avait systématiquement et à l'année une rotation, dans le gouvernement précédent.

**M. Levesque (Bonaventure):** C'est la première fois depuis 21 ans que je suis en Chambre qu'il y a cette procédure de rotation.

**M. Burns:** Je vous assure qu'il y a des vendredis matins où c'était beaucoup plus pitoyable que ce que vous pouvez voir. Ce matin, vous avez 18 ministres en Chambre sur une possibilité de 26. Posez des questions aux ministres qui sont présents.

**M. Levesque (Bonaventure):** ... c'est à cause des annonces qu'on fait, c'est à cause des annonces qu'on a faites.

**M. Lessard:** L'équipe de Miami, l'équipe des Barbades, l'équipe d'Haïti.

**M. Burns:** Oui, l'équipe de la fin de semaine de Pâques.

**Une Voix:** Celle de Las Vegas.

**Le Président:** A l'ordre, messieurs!  
M. le député de Portneuf.

**M. Pagé:** Afin de compléter le privilège for-

mule par le chef de l'Opposition officielle — je donnerai mon consentement pour que le ministre du Tourisme puisse y répondre, même si le règlement ne le permet pas — le ministre du Tourisme pourrait-il nous dire si, dans le cadre de cette politique de vacances du premier ministre et du Conseil des ministres, le slogan de son ministère "C'est beau chez nous" s'applique dans ce cas?

**Une Voix:** C'est beau chez nous.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Duhaime:** M. le Président, je pourrais dire que cela s'applique.

**Le Président:** Sur une question de privilège...

**M. Duhaime:** Je voudrais intervenir sur la question de privilège.

**Le Président:** Sur une question de privilège, qui au surplus n'en était pas une, il n'y a pas de débat.

M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** C'est beau quand même chez nous, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre délégué à l'énergie.

**M. Duhaime:** M. le Président, j'ai été informé que le député de Portneuf avait effectivement profité de la campagne "C'est beau chez nous". Je suis très heureux de constater qu'il a pris des vacances dans son comté.

**M. Pagé:** M. le Président, c'était chez nous, je ne suis pas allé sur les plages du Maine comme les membres de son cabinet, par exemple. M. le Président, est-ce que je dois continuer sur le thème des vacances?

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

#### Hausse des tarifs d'électricité

**M. Garneau:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre délégué à l'énergie. Les journaux de ce matin nous annoncent que l'Hydro-Québec s'apprêterait à demander au gouvernement une hausse de tarif de 20%. Je voudrais demander au ministre si cette nouvelle est exacte, premièrement, et deuxièmement si une commission parlementaire des richesses naturelles et de l'énergie sera convoquée avant que la décision soit prise par le gouvernement.

**M. Joron:** M. le Président, nous n'avons pas reçu officiellement de propositions ou de représentations de la part de l'Hydro-Québec en ce qui concerne les tarifs de l'électricité pour les années à venir. On s'attend à les recevoir bientôt. Ce n'est pas une nouvelle toute récente. L'année dernière, en commission parlementaire, l'Hydro-Québec avait évoqué que pour chacune des années 1978, 1979 et 1980, elle envisageait de demander des

hausse de tarifs de l'ordre de 17% de façon à pouvoir maintenir sa part d'autofinancement dans les investissements qui sont croissants, qui se font principalement à la baie James pour pourvoir à nos besoins futurs d'électricité. Nous n'avons reçu aucun document officiel qui nous permette de croire qu'une demande de l'ordre de 20% serait faite. Cependant, des indications nous ont fait croire qu'elle avait révisé légèrement à la hausse ses prévisions déposées en commission parlementaire l'année dernière. Quoi qu'il en soit, aussitôt que je recevrai une correspondance ou un document officiel de la part de l'Hydro à cet effet, j'en ferai part à la Chambre. C'est mon intention, également, avant de porter la chose au Conseil des ministres pour approbation, d'en discuter en commission parlementaire.

**M. Garneau:** M. le Président, compte tenu de la position qui a été prise au cours des années passées sur les augmentations de tarifs par le Parti québécois, le ministre de l'énergie peut-il assurer cette Chambre que le gouvernement du Parti québécois, en conformité avec les prises de position antérieures, s'opposera à la hausse des tarifs de l'Hydro-Québec?

**M. Joron:** Pourriez-vous répéter les derniers mots?

**M. Garneau:** Oui, M. le Président, on se rappellera qu'au cours des années passées — cela donne une période de réflexion pour la réponse — lorsque l'Hydro-Québec a demandé des augmentations de tarifs qui étaient de la moitié de celle dont on parle ce matin, le Parti québécois s'est opposé à cette augmentation.

Je demande au ministre délégué à l'énergie, si c'est maintenant l'intention de son parti, maintenant qu'il forme le gouvernement, de poursuivre cette politique et de s'opposer à cette hausse de tarifs au moment où l'inflation est assez élevée.

**M. Joron:** La question est partiellement hypothétique; je dirai que cette question doit être considérée à la lumière de la réalité, non pas à la lumière du contexte d'il y a un an, d'il y a trois ans, d'il y a quatre ans. C'est à la lumière de la réalité du contexte énergétique actuel qui, vous le savez, est considérable. Non, certainement que le contexte énergétique mondial a changé. Je ne sais pas si les députés de l'Opposition s'en sont rendu compte, mais, enfin, le gouvernement s'en rend compte, oui.

Vous savez que le pétrole brut augmente au Canada, cette année, d'un peu plus de 20%. Vous savez que, dans les autres provinces, dans les dernières années, particulièrement en Ontario, la hausse des tarifs d'électricité a été considérablement supérieure à 20%. Vous savez également que l'année prochaine, nous devons accélérer le rythme des investissements à la baie James, qu'il s'accélère, et nous avons dit déjà, depuis six mois, que nous entendions maintenir à l'Hydro-Québec une saine gestion financière et prendre les mesures nécessaires pour procurer à l'Hydro-Québec

cette part d'autofinancement nécessaire à la poursuite du programme actuel d'investissements.

D'ailleurs, il faudrait bien se dire que, quand on investit de notre propre poche collective québécoise, par l'Hydro-Québec, qui est une société propriété de tout le monde, quand on investit une part dans ces investissements, c'est un placement qu'on fait. On ne peut pas s'imaginer qu'on va construire la baie James et mettre cela sur la finance à 100%. Cela n'est pas vrai. On ne peut pas emprunter 100%, il faut en mettre de notre poche; compte tenu de nos besoins d'électricité, je pense que c'est un investissement rentable.

Quant au quantum, quant aux modalités, quant au nombre d'années sur lesquelles ces hausses devront s'appliquer, on verra, quand on aura une proposition concrète; de toute façon, avant d'en décider, on en discutera en commission parlementaire.

**M. Garneau:** M. le Président, une dernière question additionnelle. Je ne veux pas blâmer le ministre, il fait le même genre de réponse que l'ancien gouvernement faisait aux questions du PQ dans le temps. Mais c'est la question que j'ai posée, comment le ministre explique-t-il ce changement d'attitude, parce que c'est un changement d'attitude à 180 degrés de la part du Parti québécois par rapport aux positions qu'il prenait antérieurement.

M. le Président, la dernière question additionnelle que je voulais poser, est-ce que cette augmentation de tarifs de l'ordre de 20% ne serait pas due au fait que l'Hydro-Québec, à cause de la question de l'indépendance et de la création d'une nouvelle monnaie qui flotte, est obligée de maintenir un ratio entre le service de la dette et ses revenus autonomes plus élevés justement pour répondre aux besoins des financiers?

**M. Joron:** A la première partie de la question, je répondrai au député de Jean-Talon que ce n'est pas un changement d'attitude, le changement, c'est qu'à l'époque dont vous parliez, le montant des investissements annuels était de l'ordre de \$1,5 milliard ou de \$2 milliards. Vous savez que, cette année, que, l'année prochaine, on s'en va vers des investissements totaux de l'ordre de \$3 milliards. On passe pratiquement du simple au double; c'est bien évident que la marge d'autofinancement doit à ce moment-là s'agrandir; ce n'est donc pas une question de changement d'attitude. C'est une question de changement...

**M. Garneau:** Je ne pars pas de cette idée-là...

**M. Joron:** C'est une question de changement dans l'ampleur des investissements.

**M. Garneau:** Vous ne saviez pas cela l'année passée, vous ne le saviez pas il y a cinq ans? Le programme est établi depuis je ne sais pas combien d'années.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon. M. le député...

**M. Joron:** On ne peut, M. le Président, se donner trois ans à l'avance une marge d'investissements pour des investissements à venir plus tard. C'est au moment où la chose se passe qu'il faut que cela coïncide.

**M. Garneau:** ... 50% si cela n'avait pas été augmenté avant.

**M. Joron:** Il n'y a aucune incohérence et aucun changement d'attitude...

**M. Garneau:** C'est l'incohérence du PQ.

**M. Joron:** ... à cet égard. Pour répondre à la dernière partie de la question du député de Jean-Talon, nous n'entendons pas augmenter de façon dramatique ou différente le taux de couverture des intérêts qui va être en gros, et qui restera en gros, le même que celui que l'ancien gouvernement avait défendu. Quant à la question de savoir si les emprunts actuellement faits sur les marchés tant canadiens qu'internationaux par l'Hydro-Québec, vous avez déjà eu il y a quelques jours des échos des succès éclatants qu'a remportés l'Hydro-Québec, vous aurez d'autres nouvelles, du même ordre d'ailleurs, dans les quelques jours à venir.

**M. Garneau:** C'est un quart de un pour cent qui s'en vient de plus... Nous sommes renseignés au jour le jour.

**Le Président:** M. le député de Rouyn-Noranda.

**M. Samson:** M. le Président, j'aurais une question supplémentaire à poser au ministre délégué à l'énergie sur le même sujet. Je voudrais demander tout d'abord, au ministre ce qui empêcherait le gouvernement de faire en sorte d'obliger l'Hydro-Québec à se présenter devant la Régie des services publics lorsqu'il est question d'augmentation de tarifs, comme cela a été le cas pour les distributeurs de gaz. Qu'est-ce qui empêcherait le gouvernement d'utiliser cette procédure? Deuxièmement, le ministre pourrait-il, advenant qu'il puisse utiliser cette procédure, en profiter pour remettre en cause la clause de pénalité de 10% que l'on retrouve dans la facturation de l'Hydro-Québec, six fois par année, pour tous les abonnés.

**M. Joron:** La suggestion du député de Rouyn-Noranda est fort intéressante. La raison pour laquelle cela ne peut pas se faire immédiatement, c'est que la Régie de l'électricité et du gaz n'est pas du tout outillée, à ce stade-ci, pour rendre ce service. Mais j'ai déjà dit que dans ce livre blanc sur la politique énergétique, qui sera déposé l'automne prochain, cette question allait trouver sa réponse. Je reçois favorablement, pour l'avenir, la suggestion du député de Rouyn-Noranda à cet égard. Je ne vous dis pas, on la retrouvera intégralement dans le livre blanc, mais le problème nous intéresse et nous préoccupe.

La deuxième partie de votre question portait sur les pratiques commerciales de l'Hydro-

Québec, la facturation et la hausse de 10%. J'ai déjà, à cet égard, fait des représentations à l'Hydro-Québec lui demandant de voir s'il n'y aurait pas lieu d'améliorer ou de modifier cette pratique. Ces choses sont à l'étude. J'imagine qu'au moment où l'on discutera en commission parlementaire de l'ensemble de la question, des tarifs et autres choses, on aura probablement des réponses plus spécifiques sur ce sujet.

**M. Samson:** Quelles sont les mesures que le gouvernement entend prendre, advenant qu'il accepte cette hausse prévue d'environ 20% des tarifs de l'Hydro-Québec, pour compenser, parce que cela va se retrouver dans les prix à la consommation, les employés du gouvernement, pour compenser les fonctionnaires de toute catégorie qui n'ont pas automatiquement une hausse de salaire quand on a une hausse d'électricité, par exemple? Quels sont les moyens que vous entendez prendre pour compenser ces gens?

**M. Joron:** La même question pourrait s'appliquer à la hausse de tout et de n'importe quoi. De toute façon, il n'y a pas, pour l'instant, de hausse de tarif non seulement d'approuvée, mais il n'y en a même pas de soumise à l'attention du gouvernement.

Au moment où cela se présentera, il faudra voir comment cela porte sur les différentes catégories de consommateurs. Il est possible que cela ne puisse pas porter également avec le même poids sur le dos de tout le monde. J'ai des suggestions à faire à l'Hydro-Québec à cet égard. On verra à ce moment.

**Le Président:** M. le député de Saint-Laurent.

#### **Situation hospitalière à Baie-Comeau et Hauterive**

**M. Forget:** Merci, M. le Président. Ma question fait suite à celle que je posais la semaine dernière relativement à la situation hospitalière à Baie-Comeau et Hauterive. Ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre des Transports peut-il nier qu'au début de mai dernier, son secrétaire de comté, M. Yvan Gagnon, a téléphoné au maire de la municipalité de Saint-Luc-de-Laval pour solliciter l'appui de la municipalité à la position qu'avait adoptée le député ministre du Saguenay relativement à la question des hôpitaux de Baie-Comeau et de Hauterive? Peut-il nier également que, dans cette discussion avec les autorités municipales de Saint-Luc-de-Laval, son secrétaire de comté a fait miroiter la possibilité que certaines subventions du ministère des Transports seraient plus facilement accessibles à cette municipalité si elle montrait sa bonne volonté en appuyant le ministre dans sa position sur la situation hospitalière? Finalement, le ministre des Transports peut-il nier, ou peut-être son collègue des Affaires municipales, que des fonds publics ont été utilisés soit par son ministère, soit par la municipalité en question pour publier la résolution d'appui qui a

été adoptée en conséquence de cette intervention par son secrétaire de comté?

**M. Lessard:** M. le Président, je ne peux pas, ce matin, donner ces informations puisque je n'ai pas vérifié auprès de mon secrétaire, mais je doute énormément que mon secrétaire ait négocié des contrats avec la municipalité en échange d'un appui. Ce que je peux dire à l'ex-ministre des Affaires sociales c'est que toutes les municipalités de la Côte-Nord avaient appuyé un projet, tant du temps de M. Castonguay que du temps du ministre des Affaires sociales. Parce que vous étiez soumis aveuglément à des compagnies qui vous imposaient une décision qui aurait coûté énormément cher à l'Etat, vous n'avez pas été capable de prendre vos responsabilités.

**M. Picotte:** Répondez donc à la question.

**M. Lessard:** Et cela, M. le Président, à l'encontre de toutes les municipalités de la Côte-Nord qui avaient appuyé officiellement le projet, à savoir concentrer les malades aigus à Hauterive et les malades chroniques à Baie-Comeau.

**M. Picotte:** Répondez à la question.

**M. Garneau:** Répondez à la question.

**M. Lessard:** Parce que vous étiez soumis aveuglément, vous n'avez jamais été capable de prendre vos responsabilités.

**M. Picotte:** Vous êtes supposé être propre, propre; vous êtes sale, sale.

**M. Lessard:** Je termine, M. le Président. Quand l'ex-ministre des Affaires sociales est venu sur la Côte-Nord et qu'on lui a parlé des problèmes hospitaliers, M. le Président...

**M. Lavoie:** Question de règlement. On n'a pas à répéter le contenu de notre règlement.

**M. Duhaime:** ...

**M. Lavoie:** Le ministre devrait se limiter à la question posée. Il va avoir suffisamment à répondre à ces questions.

**M. Lessard:** Sur cela je termine.

**Le Président:** M. le ministre, je vous demanderais de vous limiter à la question qui vous a été posée et de conclure. Ce n'est pas l'occasion d'ouvrir un débat.

**M. Lessard:** Un élément de la réponse et je termine sur cela. Lorsque l'ex-ministre des Affaires sociales est venu confirmer dans la région la décision qui avait été prise par son prédécesseur, lorsqu'on lui expliquait que c'était une décision qui pouvait avoir des conséquences néfastes sur la région, il avait répondu ceci:...



**M. Forget:** M. le Président, je fais appel au règlement.

**M. Lessard:** ...je ne suis qu'un profane.

**M. Forget:** Le ministre, dans sa réponse, nous ramène à trois ans en arrière.

**M. Lessard:** M. le Président, je ne suis qu'un profane.

**M. Forget:** Je suis parfaitement disponible pour discuter, pendant une heure, deux heures avec les dossiers, mais qu'il réponde à la question.

**M. Burns:** On veut vous donner des réponses.

**M. Lessard:** Je termine, M. le Président, il avait répondu à ce moment à la question: Vous savez, je ne suis qu'un profane. On lui dit: Mais on n'est pas capable d'avoir des spécialistes chez nous. Il a dit: Vous irez vous faire soigner à Sept-Iles. On lui a dit que Sept-Iles était à 150 milles de Hauterive et il ne le savait même pas.

**M. Picotte:** ...question.

**Le Président:** M. le député de Saint-Laurent.

**M. Forget:** Question accessoire, M. le Président. Je pourrais, si le ministre m'en fait la demande, déposer la copie d'une résolution d'un procès-verbal de la municipalité en question qui montre très bien — c'est la résolution 770630 — sur les deux sujets, l'appui qu'on leur a donné publiquement. La question des subventions pour le projet 74515 financé par le ministère du Transport a été discutée dans le même contexte. D'ailleurs, je crois que je vais le déposer sans même qu'on me le demande.

**Des Voix:** Question!

**Le Président:** M. le député de Saint-Laurent, pourrais-je vous demander de formuler votre question, s'il vous plaît?

**M. Forget:** Volontiers, M. le Président. Comme le ministre s'est montré amnésique pour ce qui est des actes posés sous sa responsabilité par son secrétaire de comté, peut-il nier, cependant, que lui-même, pas un autre, a fait les mêmes démarches exactement auprès d'une autre municipalité, la municipalité de Ragueneau?

**M. Lessard:** Là, je le nie, M. le Président. Quant au projet dont vous parlez, je dois vous indiquer qu'il n'a pas été entièrement subventionné, que la ville de Forestville a reçu des subventions que je suis en train de signer, de la même façon que tous les autres députés en ont reçu dans leur comté.

**M. Forget:** Vous n'avez rien nié, cela me satisfait très bien.

**M. Lessard:** Vous êtes sur un terrain très glissant, vous, l'ordinateur du ministère qui n'avez jamais rien compris.

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Bellechasse.

**M. Lessard:** C'est fait, c'est fini votre pourriture.

**M. Goulet:** Merci, M. le Président.

**M. Lessard:** Va chercher tes renseignements chez les libéraux, mais tu es sur un terrain bien glissant, mon ami. Il ne vous en reste plus dans le comté, d'ailleurs, vous le savez.

**M. Forget:** Niez-le donc, si vous êtes capable.

**M. Lessard:** 3000 voix; j'en ai obtenu 17 000!

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît, M. le député!

#### Bureaux de Communication-Québec

**M. Goulet:** M. le Président, nous savons que Communication-Québec, actuellement, ne fait pas de publicité pour le gouvernement et se limite à des renseignements. Je voudrais savoir du ministre des Communications s'il peut confirmer une information que j'ai eue et selon laquelle le gouvernement, à la suite d'une demande de Communication-Québec, songerait, à l'heure actuelle, à modifier le statut de Communication-Québec pour que cet organisme gouvernemental puisse obtenir des pouvoirs officiels de publicité au sujet des initiatives du gouvernement.

**M. O'Neill:** M. le Président, il n'y a aucun projet précis dans ce sens. Communication-Québec a une tâche à accomplir qu'elle accomplit, c'est-à-dire de transmettre l'information gouvernementale, recevoir de l'information, recevoir des demandes des citoyens et acheminer ces demandes. Les seuls projets qu'il y a sont ceux qui consistent à essayer de perfectionner ce mécanisme d'information de part et d'autre, ce qui me semble tout à fait normal. Pour le reste, je ne sais pas si M. le député fait écho au genre de rumeurs qui ont été lancées par Ottawa, ces rumeurs venant d'un gouvernement qui, là-bas, se livre à la propagande et qui croirait qu'ici on fasse la même chose. Pour le reste, il s'agit simplement de rumeurs que je ne lui conseillerais par de prendre au sérieux.

**M. Goulet:** M. le Président, le ministre a répondu à une partie de ma question, mais j'aimerais qu'il me dise oui ou non. Est-ce que le ministre ou le ministère a reçu une demande de Communication-Québec pour modifier son statut?

**M. O'Neill:** A ma connaissance, M. le Président, non. De toute façon, s'il y avait une demande de ce genre, elle serait étudiée et, pour qu'on en-

courage cette modification de statut, il faudrait évidemment qu'elle s'inscrive dans la ligne même de la vocation des bureaux de Communication-Québec.

### **Projet Val-Martin à la ville de Laval**

**M. Lavoie:** M. le Président, j'aurais une question à poser au ministre des Affaires municipales, responsable de la Société d'habitation du Québec, concernant le projet Val-Martin dans la ville de Laval. Vous me permettez ce préambule. On connaît l'importance de ce problème étant donné que les gouvernements tant le précédent que l'actuel, ont eu à adopter trois lois sur cette question. On sait qu'il s'agit, en somme, de près de 300 familles qui sont affectées par ces différents projets de loi.

Le ministre nous a déclaré qu'il y avait des négociations avec un propriétaire, le plus important de ce projet, également, il y a 88 petits propriétaires qui ont acheté des duplex et un certain nombre de locataires, groupés en deux associations, une association semblait favorable à l'intervention gouvernementale et l'autre ne l'étant pas. Est-ce que le ministre pourrait nous faire le point sur ces négociations en vue de l'achat par la SHQ de ce projet? Est-ce que les négociations ont été entreprises uniquement avec le propriétaire principal, ou, également, avec les acheteurs de duplex? J'aurai peut-être une question additionnelle à la suite de la réponse du ministre.

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales.

**M. Tardif:** M. le Président je remercie le député de Laval de l'occasion qu'il me donne de faire le point sur ce dossier. Une petite correction, d'abord. Ce ne sont pas 300 familles qui sont impliquées, mais bien 584 familles dans cet ensemble immobilier.

**M. Lavoie:** C'est parce qu'il y a deux parties. Dans la première partie il y a 288 familles; dans l'autre...

**M. Tardif:** D'accord, mais c'est quand même l'ensemble du projet qui est affecté, M. le Président. Donc, 584 familles habitent cet ensemble immobilier, construit au lendemain de la guerre à titre de logements locatifs avec un prêt à dividendes limités, financé à même les deniers publics, et dont un promoteur, dans un but de spéculation, s'est approprié pour le vendre en pièces détachées. L'effort de la Société d'habitation du Québec et du gouvernement, antérieur et actuel, a d'abord été de procéder législativement. Maintenant, c'est de façon administrative que nous cherchons une solution à ce problème qui est en voie de règlement puisque nous avons, d'accord avec le principal intéressé, c'est-à-dire celui qui demeure le principal propriétaire, à part les 88 petits acquéreurs individuels, un accord sur un prix et

que nous sommes en train de négocier avec les 88 individuellement.

On pense que cette phase, maintenant, devrait débloquer assez rapidement. Nous avons assuré ces 88 petits propriétaires ou acquéreurs de deux choses. La première, c'est qu'il n'était pas question qu'ils perdent dans cette transaction, mais qu'il n'était pas question non plus qu'ils fassent, sur le dos du gouvernement, des profits mirobolants. Deuxième chose, on les a assurés, M. le Président, de la jouissance des lieux tant et aussi longtemps qu'ils le voudraient, mais à titre de locataires. Cet ensemble va redevenir un ensemble immobilier de type locatif, ce qu'il était au début, ce qu'il a été pendant 20 ans et ce qu'il aurait dû toujours être.

Quant aux associations de locataires, M. le Président, l'une d'elles est évidemment intéressée à ce que le projet reprenne sa vocation initiale. L'autre, qu'on a toute raison de croire être une association bidon, mise de l'avant et manipulée par le principal propriétaire là-dedans pour faire monter les enchères, eh bien! je pense qu'elle ne fait pas le poids dans le dossier. Elle est quantité négligeable.

**M. Lavoie:** Question additionnelle. Quelle assurance a le ministre que les négociations entreprises actuellement par la SHQ, autant avec le propriétaire principal que les 88 indépendants seront un succès? Et dans le cas d'un insuccès, quelle autorité a la SHQ de pouvoir exproprier, s'il n'y a pas entente? Je doute de ce pouvoir d'expropriation.

**M. Tardif:** M. le Président, la Loi de la Société d'habitation du Québec permet à cette société de se substituer à une municipalité dans tout projet domiciliaire et de réaliser un tel projet. Effectivement, elle a le pouvoir d'exproprier de façon assez étendue pour peu que encore une fois, elle se substitue à une municipalité. Nous avons préféré procéder par voie de négociations et nous en sommes arrivés à une entente avec le principal intéressé. Les autres, encore une fois, sont en négociation présentement et je ne vois pas de difficulté majeure. Comme signe de sa bonne foi, le principal intéressé a consenti à reloger les personnes menacées d'éviction dont les baux se terminaient le 30 juin dernier, le 1er juillet, et effectivement, elles ont été relogées, de sorte que je pense que c'est bien enclenché, M. le Président.

**M. Lavoie:** Une dernière, M. le Président. Je prends acte de la déclaration du ministre, quitte à vérifier si la SHQ a effectivement des pouvoirs d'expropriation.

On voit la complexité d'ailleurs, autant par les questions que je pose que par les réponses que le ministre apporte. Ne croyez-vous pas, étant donné que les deux gouvernements, autant le gouvernement précédent que le gouvernement actuel, se sont impliqués dans ce problème — je sympathise d'ailleurs grandement avec le ministre, parce que je sais que ce n'est pas facile d'apporter une solution à ce panier de crabes — que c'est vraiment...

**Une Voix:** Une précision historique.

**M. Lavoie:** Avez-vous une question de privilège à soulever?

**M. Burns:** Je voulais simplement vous dire que la deuxième édition s'en vient.

**M. Lavoie:** Ce mot ne s'adressait pas au gouvernement d'en face ni...

A cause de la complexité du problème et du fait que les deux gouvernements se sont impliqués dans cela, disais-je, étant donné qu'il y a 500 familles — personnellement je ne vois pas le jour où il y aura une solution vraiment équitable pour tout le monde — ne croyez-vous pas qu'il y aurait lieu, étant donné qu'on a tout le temps devant nous maintenant que... J'offre ma collaboration d'ailleurs pour qu'il y ait une commission parlementaire d'une journée, afin d'entendre le propriétaire principal, les associations de propriétaires qui ont acheté les 88 duplex, les locataires, et savoir véritablement combien il y a de locataires en danger d'éviction, afin d'entendre aussi la municipalité, s'il y a lieu, et les officiers de la SHQ pour que, mutuellement, en dehors de toute politique, on trouve une solution équitable à ce problème, autant pour les locataires que pour les propriétaires. Je suis bien d'accord avec le ministre qu'on empêche l'éviction d'un certain nombre qu'on ne connaît pas de locataires, mais également je pense qu'ensemble il faudrait trouver une formule pour ne pas causer un préjudice grave à 88 propriétaires qui ont investi \$4000, \$5000 à \$10 000 qui sont souvent leurs seules économies. Ma réponse est celle-ci...

**Une Voix:** Votre question.

**M. Lavoie:** Ma question. C'est vrai que ce que je disais était plutôt une réponse à une question que je me suis posée moi-même. Le ministre ne pourrait-il pas consentir — je vois le député de Fabre, ministre d'Etat au développement économique; cela se trouve d'ailleurs dans mon comté — que, ensemble, à une commission parlementaire, on puisse entendre toutes les parties pour trouver une solution juste à tous les intérêts?

**M. Tardif:** M. le Président, il se pourrait effectivement que nous devions revenir devant cette Chambre avec un projet de loi concernant Val-Martin pour une simple raison, c'est que la loi actuelle, d'ailleurs telle qu'elle avait été adoptée précédemment, interdit la vente non seulement d'une partie de l'immeuble, mais de tout l'ensemble. Si bien que le propriétaire actuel ou les propriétaires actuels, pour le vendre, même à la Société d'habitation du Québec, devront avoir une permission, à moins que les légistes permettent que cela se fasse par un transfert d'actions, auquel cas, ce ne sont pas des maisons qui sont vendues, mais des actions. A tout événement, M. le Président, ces questions sont à l'étude. Je trouve quand même étrange qu'on demande ici la tenue d'une

commission parlementaire là-dessus, lorsque nous tentons d'en venir à une entente négociée et non pas imposée.

La raison du retrait de la deuxième partie de la loi 3, au mois de mars. M. le Président, avait été d'en arriver à une solution négociée. Les parties ayant consenti à s'imposer d'elles-mêmes, par suite de représentations que je leur avais faites, le moratoire que nous voulions leur imposer législativement.

Or, dans une solution négociée, si toutes les parties sont d'accord, je ne vois pas pourquoi il serait nécessaire de convoquer une commission parlementaire. De toute façon, il se pourrait, encore une fois, que nous devions revenir en Chambre avec un projet de loi et, à ce moment-là, il sera temps de voir ce point précis, si vraiment il y avait désaccord d'un nombre important de personnes.

**Le Président:** Le député de Frontenac.

#### Sondage sur les intentions de vote

**M. Grégoire:** M. le Président, étant donné le dernier sondage public paru aujourd'hui qui donne seulement 11% d'intentions de vote au Parti libéral contre 23% à l'Union Nationale et 43% au Parti québécois, je voudrais demander au ministre d'Etat à la réforme parlementaire s'il a l'intention de transférer le rôle d'Opposition officielle à l'Union Nationale?

**M. Burns:** M. le Président, je dois dire au député de Frontenac que la question me pose un véritable dilemme; ou, comme disait un de mes amis, me pose un diadème. Mais je dois nécessairement d'une part, éventuellement, suggérer au gouvernement une attitude à prendre relativement au sondage, donc c'est le premier élément du diadème.

**M. Lessard:** Recycler.

**M. Burns:** M. le Président, il y a la Loi de la Législature et la loi et le règlement. Mais je dois dire que cela me cause un dilemme également à d'autres égards. Je suis un peu placé dans la position d'un instructeur d'une équipe d'un club majeur qui regarde un club ferme par rapport à un club dans une ligue dépression.

**M. Samson:** J'aurais une question supplémentaire, M. le Président.

**M. Lavoie:** Question additionnelle.

**M. Grenier:** Question additionnelle.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition.

**M. Lavoie:** Le leader parlementaire du gouvernement pourrait-il me donner les sources de ce prétendu sondage maison...

**M. Grégoire:** Page 2 dans le Devoir.

**M. Levesque (Bonaventure):** C'est une farce.

**M. Lavoie:** C'est bien dit dans le journal que c'est un sondage maison par des permanents du Parti québécois. C'est bien cela?

**M. Burns:** C'est bien cela.

**M. Lessard:** C'est cela.

**M. Lavoie:** De toute façon le voeu du député de Frontenac...

**M. Burns:** Vous ne faites plus confiance au Devoir, qu'est-ce qui se passe?

**M. Lavoie:** Le voeu du député de Frontenac ne sera jamais agréé, M. le Président, parce qu'on ne permettra jamais l'unipartisme entre le Parti québécois et le club ferme de l'Union Nationale.

**Des Voix:** Question.

**M. Burns:** Question.

**Le Président:** A l'ordre!

M. le député de Mégantic-Compton.

**M. Grenier:** Une question additionnelle au ministre délégué au Haut-Commissariat. Est-ce son intention d'obtenir pour la ligue dépression un octroi afin de lui permettre de compléter les facilités de loisirs dans ce parti?

**M. Charron:** M. le Président, mon budget ne me permet pas de subventionner des petites affaires à 11%.

**M. Samson:** Puisqu'il semble être du voeu de celui qui a posé la question principale de savoir si, par les sondages, en augmentant le pourcentage, on demande au gouvernement de transférer les responsabilités d'un parti en Opposition officielle, pourrait-on avoir la garantie, advenant un prochain sondage maison, pas commandité par eux et ne les favorisant pas, que le gouvernement serait prêt à céder sa place à ce moment?

**Le Président:** M. le chef de l'Union Nationale.

#### **Schéma d'aménagement de la Communauté régionale de l'Outaouais**

**M. Biron:** Ma question s'adresse au ministre des Affaires municipales. On sait que le dossier de la Communauté régionale de l'Outaouais a fait beaucoup de critiques au cours des dernières années. Est-ce l'intention du ministère des Affaires municipales de voir à l'adoption du schéma d'aménagement sans changement ou si on va apporter des changements? Et irait-on jusqu'à "défusionner" certaines municipalités, tel que suggéré par le député de Papineau?

**M. Tardif:** M. le Président, il y a là deux ques-

tions en une. Celle du défusionnement ou du découpage du territoire et celle de l'aménagement.

La loi prévoit, M. le Président, dans le cas de l'aménagement, que les municipalités ont trente jours suivant le dépôt du rapport par la CRO pour faire des représentations au ministre et que celui-ci peut, après avoir reçu ces représentations, décréter l'adoption du schéma d'aménagement tel que déposé par la CRO ou tel que modifié à la lumière des représentations. Les municipalités ont un délai de trente jours pour ce faire et ce délai n'est pas tout à fait expiré. Il n'y en a pas pour le ministre pour approuver ou rejeter ou approuver en partie le projet.

Je dois dire cependant, qu'à cause des implications des divers ministères que coordonne mon collègue, M. Léonard, à l'aménagement, à cause des implications, dis-je, sur le plan du transport, sur le plan de l'agriculture, notamment en ce qui concerne cette ceinture verte ou réservée pour fins agricoles dans le schéma d'aménagement, il doit y avoir des consultations des divers ministères là-dessus et c'est en train de se faire présentement.

En ce qui concerne la question du découpage des structures politiques du territoire, M. le Président, j'ai rencontré les gens de la ville de Buckingham; je leur ai dit que juridiquement les municipalités, les douze ou treize municipalités constituantes n'existent plus. Cela n'implique pas que je ne serais pas prêt à réexaminer un autre aménagement que celui-là, mais sûrement pas à partir sur la base des treize qui existaient auparavant. Les gens sont retournés chez eux après leur avoir transmis un message assez important, et je voudrais terminer là-dessus, M. le Président. Alors qu'on me demandait, moi, de procéder à une consultation populaire, je leur ai rappelé que la Loi des cités et villes permet à tout conseil municipal de poser ce genre de question à sa population, enfin d'agir selon les résultats de ces consultations qui pourraient être faites. Ils sont retournés dans leur pays relativement satisfaits et en disant qu'ils allaient venir maintenant avec des suggestions ou des hypothèses concrètes de travail, hypothèses que nous pourrions d'ailleurs leur aider à formuler.

**Le Président:** M. le chef de l'Union Nationale.

**M. Biron:** Si j'ai bien compris le ministre, le schéma d'aménagement ne sera pas accepté sans changement. Il y aura des changements tels que suggérés possiblement par les gens de la Communauté régionale de l'Outaouais ou par la direction même. C'est bien cela?

**M. Tardif:** M. le Président, de mémoire, douze des municipalités membres de la CRO, c'est-à-dire la Communauté régionale de l'Outaouais, ont voté au conseil de la CRO pour le schéma d'aménagement; une seule s'est abstenue de le faire. Donc, cela me semble, sur treize municipalités constituantes, que douze votent en faveur. Néanmoins j'ai reçu, des municipalités qui ont voté pour le

schéma, des représentations disant: Oui, on a voté pour, mais maintenant on aimerait quand même vous dire que... La loi prévoyait des délais de 30 jours, je les reçois. Mais, au même moment, j'ai demandé aux divers ministères intéressés par leur action sectorielle, en matière de transport et d'agriculture, d'examiner également ce schéma, et nous prévoyons une étude conjointe de cela au COMPA.

Ce qui sortira du résultat, est-ce que ce sera le schéma tel quel ou modifié à la lumière des représentations des municipalités ou des ministères? Je pense que ce sera un document qui tiendra compte de tout cela.

**M. Biron:** Une question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** M. le chef de l'Union Nationale.

**M. Biron:** Puisque le ministre a fait allusion à l'agriculture, je voudrais poser une question additionnelle au ministre de l'Agriculture concernant son plan de zonage agricole. Est-ce que ce plan va être au-dessus des plans de zonage qui existent présentement, en particulier de la Communauté régionale de l'Outaouais? On sait qu'il y a 50% ou à peu près des terres cultivables qui sont à l'intérieur de la Communauté régionale de l'Outaouais. Alors, est-ce que votre plan va prendre en considération ces terres cultivables, est-ce que le plan de zonage agricole va être au-dessus de tout autre plan de zonage dans ce sens?

**M. Garon:** Je pense qu'il est trop tôt pour répondre à une question comme celle-là. Je ne voudrais pas répondre à une telle question, étant donné que cela peut amener des mouvements spéculatifs. Quant au schéma de l'Outaouais, le ministère de l'Agriculture va soumettre des recommandations au ministre des Affaires municipales.

**M. Biron:** Une question additionnelle au ministre de l'Agriculture. Vous savez que, si le plan de zonage de l'Outaouais est accepté tel quel ou avec de petites modifications, vous ferez disparaître une grande partie des terres agricoles de cette région; vous êtes conscients de cela?

**M. Garon:** Oui, je suis au courant qu'il y a des différences entre ce que souhaitent les organismes agricoles et le ministère de l'Agriculture et ce que recommandent les organismes de l'Outaouais, les organismes qui ont présenté le rapport.

**Le Président:** M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** M. le Président, j'aimerais demander, au ministre de l'Agriculture ou au ministre des Affaires municipales, si on en est venu à se former une opinion sur l'avis du Conseil régional de développement de l'Outaouais à l'effet d'agrandir le territoire qui est préconisé à être réservé comme zone agricole dans le schéma d'aménagement, ou si cette décision est remise à plus tard.

**M. Garon:** Non. Je dis qu'il y a certains délais pour faire des recommandations. On est actuellement en train d'étudier cela. Mais je vais vous dire une chose. D'une façon générale, quand on prévoit du développement urbain, il n'est pas nécessaire de réserver des terres pour 50 ans. On pourrait peut-être procéder plus lentement. D'une façon générale, je pense un peu en ces termes. Pas pour l'Outaouais en particulier, pour l'ensemble de la province en général. Habituellement, les promoteurs prévoient pratiquement pour l'an 2100. On est aussi bien de commencer par l'an 1980, 1985; après cela on ajuste. Parce que parfois les gens qui font des prévisions se trompent.

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud.

#### Programme fédéral d'isolation des maisons

**M. Roy:** Merci. M. le Président. Ma question s'adresse au ministre délégué à l'énergie. Le ministre a dit non au programme d'isolation préconisé par le gouvernement fédéral. Je suis d'accord avec ce principe, et on encourage le ministre à se tenir debout. Mais comme ce programme répond à des besoins, et compte tenu du fait que le ministre aurait suggéré une conférence fédérale-provinciale, le ministre ne croit-il pas qu'il y aurait lieu, pour le Québec, de rencontrer son homologue du fédéral, de façon que ce programme s'applique à l'intérieur de la Société d'habitation du Québec, plutôt que de procéder par une conférence fédérale-provinciale qui ne conduira pratiquement nulle part si on se base sur les autres conférences fédérales-provinciales qui ont eu lieu jusqu'à maintenant?

**M. Joron:** C'est effectivement de solutions de cette nature qu'on voudrait discuter, mais nous ne sommes pas les seuls à avoir exprimé des réserves à l'endroit du programme fédéral. D'autres provinces l'on fait également, et ce n'est pas non plus — je tiens à le souligner — uniquement pour des raisons d'empiétement sur des juridictions provinciales que nous avons une opposition au programme tel qu'il est formulé. C'est que le programme, en soi, nous apparaît également inadéquat. On pourrait faire beaucoup mieux. Je donne simplement un exemple. On parle de subvention pour l'isolation, de subvention jusqu'à un maximum de tant — subvention taxable, d'ailleurs — pour des matériaux isolants. En commençant par les plus vieilles maisons. Mais on ne parle pas des fenêtres. La fenestration peut être une voie par laquelle on perd de la chaleur, tout autant que le défaut d'isolation dans les murs ou dans le toit. Souvent, quand on se met à travailler dans des vieilles maisons, on ne peut pas prendre à part le problème de l'isolation, on rentre dans des problèmes d'électricité, dans des problèmes de tuyaux, ainsi de suite. Donc, il nous paraîtrait beaucoup plus logique d'inclure — et c'est peut-être ce que vous sous-tendiez dans votre question — cette histoire dans un programme de rénovation. Ce sont toutes ces choses. Parce qu'on trouve le programme comme tel insuffisant, inap-

proprié; il a été fait à la hâte, peut-être pour des raisons électoralistes du gouvernement fédéral — cela ne me regarde pas — mais il a été lancé comme cela, un peu à la hâte. Il est mal fait, ce programme. D'autres provinces pensent comme le Québec à cet égard.

On voudrait, dans un premier temps, s'asseoir et voir comment, d'une part, on pourrait en faire un meilleur — on aurait des suggestions de notre propre cru à cet égard — et comment, d'autre part, on pourrait arriver à une solution financière qui ne comporte pas des empiétements sur les juridictions provinciales.

**M. Roy:** Dernière question additionnelle, M. le Président. Une courte question. J'aimerais demander au ministre, compte tenu de tous les faits qu'il vient de nous énumérer, dont il vient d'informer la Chambre, si son ministère songe à préparer un programme pleinement réaliste, conforme aux besoins du Québec dans ce domaine, parce que je pense qu'il est urgent d'agir si on veut en venir à une politique en vue d'économiser l'énergie.

**M. Joron:** Je suis tout à fait de l'avis du député de Beauce-Sud. Il y a urgence et oui, nous sommes en train de préparer un tel programme.

**M. Charbonneau:** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** Le député de Verchères, dernière question.

**M. Charbonneau:** M. le ministre délégué à l'énergie, est-ce que vous parlez du programme et confirmez en cela une nouvelle qui est parue ce matin après une entrevue que vous avez donnée? Avez-vous une idée de l'échéancier que vous aimeriez fixer pour la présentation du programme québécois?

**M. Joron:** Sur la partie strictement de l'isolation, mais mise peut-être dans le cadre plus large de la rénovation des maisons, c'est un programme qui pourrait être prêt en quelques mois. Avant la fin de l'année en tout cas.

**M. Charbonneau:** Avant l'hiver.

**M. Joron:** Oui.

**Le Président:** Fin de la période des questions.

**M. Lavoie:** En vertu de l'article 34, concernant les sondages, est-ce qu'on me permettrait de déposer — c'est la question que je pose au leader du gouvernement — un sondage que j'ai, ici, effectué dans cinq comtés de la région de Montréal auprès d'au-delà de 2000 personnes qui montrent un degré de satisfaction, pour le gouvernement, de 29%; un degré d'insatisfaction de 63%, et, 8% de personnes n'ont pas d'opinion précise.

**M. Duhaime:** Comté de Laval.

**M. Lavoie:** Dans quatre comtés péquistes...

**M. Burns:** Vous avez passé votre message?

**M. Lavoie:** ... soit les comtés de Deux-Montagnes, Fabre, Terrebonne, Mille-Isles et un comté libéral, le comté de Laval.

**M. Burns:** Vous avez passé votre message?

**M. Lavoie:** Oui.

**M. Burns:** Vous êtes content?

**M. Lavoie:** Oui.

**M. Burns:** M. le Président...

**M. Vaillancourt (Orford):** En vertu de l'article 34...

**M. Burns:** Avez-vous un message à passer?

**M. Vaillancourt (Orford):** Ce n'est pas un message, c'est une question que je voudrais poser au ministre de l'Agriculture, à savoir quand il va déposer le règlement concernant la loi...

**M. Burns:** C'est une question en vertu de l'article 34. Je m'en excuse profondément. Le député pourra revenir à la prochaine période de questions et poser cette question au ministre de l'Agriculture. Je n'accepterai pas qu'on utilise l'article 34 pour faire une deuxième période de questions.

Après consultation avec les représentants de l'Opposition, il semblerait qu'aux affaires du jour, nous pourrions disposer assez rapidement des articles 26, 27, 28, 29 et 30. Individuellement, évidemment, je vous demanderais de les appeler s'il vous plaît.

### Projet de loi no 205

#### Troisième lecture

**Le Vice-Président:** D'accord. M. le député de Laprairie propose que le projet de loi no 205, Loi modifiant la charte de la ville de Laprairie, soit lu une troisième fois. Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Burns:** Article 27 M. le Président, s'il vous plaît.

### Projet de loi no 223

#### Troisième lecture

**Le Vice-Président:** Je demande à M. le député de Terrebonne de représenter M. le député de Trois-Rivières pour présenter la troisième lecture

du projet de loi no 223, Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières. Cette motion est-elle adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**M. Burns:** Article 28, M. le Président.

### Projet de loi no 227

#### Troisième lecture

**Le Vice-Président:** M. le député de Papineau propose que le projet de loi no 227, Loi concernant la ville de Mont-Laurier, soit lu une troisième fois.

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Motion adoptée.

**M. Burns:** Article 29, M. le Président.

### Projet de loi no 234

#### Troisième lecture

**Le Vice-Président:** M. le député de Duplessis propose la troisième lecture du projet de loi no 234, Loi concernant la ville de Fermont.

**M. Lavoie:** Adopté, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Motion adoptée.

**M. Burns:** Article 30, M. le Président.

### Projet de loi no 242

#### Troisième lecture

**Le Vice-Président:** M. le député de Laviolette consentirait, au nom de M. le député d'Iberville, de proposer la troisième lecture du projet de loi no 242, Loi concernant la ville de Richelieu.

**M. Lavoie:** Adopté, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Motion adoptée.

**M. Burns:** Nous aurions également...

**Le Vice-Président:** Oui, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** Question de règlement. Suite à la question du député d'Orford qui voulait savoir quand le règlement serait déposé par le ministre de l'Agriculture. Ce règlement est relatif...

**M. Burns:** M. le Président, on est rendu aux affaires du jour. Ce n'est pas une question en vertu de l'article 34. Voyons donc!

**M. Lalonde:** C'est une question de règlement.

**M. Burns:** Envoyez donc!

**M. Lalonde:** C'est une question de règlement, parce que je viens d'apprendre qu'il s'agit de règlement en vertu d'une loi qui est au feuillet. C'est un ensemble de règlements qui ont été promulgués par le ministre pendant le débat et qui auraient même été soumis au président de l'Association des propriétaires des petits abattoirs et qui ne sont pas soumis aux députés. Il me semble que la question en vertu de l'article 34 est tout à fait pertinente.

**Le Vice-Président:** Le ministre est prêt à répondre. Vidons la question.

**M. Burns:** Le ministre est prêt à répondre, on va gagner du temps...

**M. Garon:** Le règlement n'a jamais été présenté à l'Association des propriétaires de petits abattoirs. Il y a eu des consultations avant la rédaction. C'est différent.

**M. Lalonde:** Quand sera-t-il déposé?

**M. Garon:** Pardon?

**M. Lalonde:** Quand sera-t-il déposé?

**M. Garon:** Il sera déposé en même temps que les indemnités et les subventions, au lieu de déposer cela en deux ou trois temps. Le règlement est prêt. Il sera déposé en même temps que les indemnités et les subventions plutôt que sous la forme d'un roman policier à suivre.

**M. Burns:** Voilà.

M. le Président, il y a également à l'article 2, une troisième lecture que nous pourrions possiblement adopter sans trop de difficulté. J'appellerai l'article 2, M. le Président.

### Projet de loi no 59

#### Troisième lecture

**Le Vice-Président:** M. le ministre des Affaires municipales propose la troisième lecture du projet de loi no 59, Loi concernant le rôle de la valeur locative de la ville de Montréal. Cette motion est-elle adoptée?

**M. Goldbloom:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Burns:** M. le Président, maintenant, nous reviendrons, tel qu'il était prévu, à l'article 7.

**Le Vice-Président:** Oui, M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** J'ai l'intention de prendre la parole, le député de Laurier ayant dû sortir un instant.

## Projet de loi no 101

### Deuxième lecture

#### Motion de report à trois mois (suite)

**Le Vice-Président:** D'accord! Si vous permettez, M. le chef de l'Opposition officielle, il faut quand même, pour les fins d'écriture, mentionner que c'est la reprise du débat sur l'amendement de M. le député de Verdun à savoir que la motion principale sur le projet de loi 101, Charte de la langue française, soit reportée à trois mois.

M. le chef de l'Opposition officielle.

#### M. Gérard D. Levesque

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, une loi aussi fondamentale que celle qui a pour objectif de définir pour l'avenir les droits linguistiques des citoyens doit être adoptée par l'Assemblée nationale avec, je le soumets, la plus grande prudence et en donnant à l'opinion publique le temps nécessaire pour se faire une opinion éclairée sur la signification véritable d'un tel projet de loi. C'est là l'objet premier de la motion du député de Verdun. En effet, le projet de loi 101 apportera des modifications importantes aux droits et libertés de tous les Québécois au niveau de l'école, du milieu du travail, des affaires et du commerce, de la justice et de l'administration publique.

Le projet de loi 101 instaurerait, par ailleurs, un nouvel équilibre entre les deux grandes communautés linguistiques du Québec. On admet alors facilement jusqu'à quel point des changements aussi profonds, ceux qu'on nous propose d'adopter, exigent que cette Assemblée évite toute précipitation et prenne un certain recul sur le contenu lui-même du projet de loi et sur les réactions diverses qu'il a suscitées de manière à prendre la décision la plus responsable possible dans les circonstances.

Je pense, en effet, qu'il y a peu de décisions pour une collectivité qui exige autant de maturité que celle qui a pour objet de décider pour l'avenir des droits et libertés individuelles et des rapports entre les communautés linguistiques d'une même collectivité, et d'autant plus que l'on sait déjà que le projet de loi 101 aura des conséquences importantes sur le développement économique et social du Québec et qu'il se révélera un facteur décisif quant à l'évolution démographique du Québec, en particulier en ce qui concerne le volume des immigrants qui choisiront de venir s'établir ici.

Le gouvernement ne doit donc pas craindre de laisser, pendant un temps suffisamment long, son projet de loi linguistique devant l'opinion publique. C'est précisément le rôle de l'Assemblée nationale et en particulier de l'Opposition de faire en sorte que tous et chacun des aspects de ce projet de loi soient portés à la connaissance du public afin que ce dernier puisse se faire une idée suffisamment précise de la portée de la législation gouvernementale. Dans ce sens, je dis que c'est méconnaître profondément le fonctionnement du processus démocratique et d'une institution

comme l'Assemblée nationale que de prétendre que la motion du député de Verdun est dilatoire.

Si le gouvernement vote contre la motion du député de Verdun, c'est manifestement qu'il craint de laisser ainsi encore, pour un certain temps, son projet de loi devant l'opinion publique parce qu'il a peur — comme les députés ministériels le disent eux-mêmes en privé — il a peur, ce gouvernement, de voir s'élever l'opposition grandissante des Québécois au caractère excessif et arbitraire de certaines dispositions des projets de loi 1 et 101.

Aussi n'est-il que légitime, M. le Président, de demander au gouvernement de prendre quelque temps, trois mois tout au plus, de réflexion. Non seulement parce qu'il s'agit de décider d'une question tout à fait déterminante, en regard des grands objectifs de développement économique, social et culturel du Québec, mais encore parce que c'est ce qu'exige la bonne marche elle-même du processus démocratique. A cette première raison de saine prudence législative s'en ajoute une autre, elle-même liée à l'importance fondamentale de la question et au respect élémentaire que le gouvernement doit avoir pour les citoyens du Québec eux-mêmes.

Tout le monde sait que la présente période de l'année n'est pas particulièrement propice à la discussion des grands dossiers de l'Etat dans la mesure où, à bon droit, un très grand nombre de Québécois profitent de la période estivale pour prendre des vacances au Québec et même à l'extérieur du Québec. Tous ces gens ne sont pas ici pour participer à l'une des décisions les plus importantes qu'une collectivité est appelée à prendre. Je fais ici une très courte parenthèse pour dire que la motion du député de Verdun permettra également aux ministres et aux députés ministériels qui sont en vacances d'être eux aussi, ici à l'Assemblée nationale, pour participer à cet important débat. Egalement cette motion permettrait à ceux qui sont absents — et il y en a évidemment dont la charge de travail permet de comprendre qu'ils doivent se reposer — d'être de retour pour faire ce travail collectivement et en pleine responsabilité, en pleine lumière et en pleine transparence.

M. le Président, vous le savez comme moi, cela fait une dizaine de fois que durant ce débat on appelle le quorum. Je ne pense pas que dans l'étude d'un projet aussi important ce soit acceptable. D'ailleurs, M. le Président, vous me permettez de prendre certains témoignages qui pourraient frapper particulièrement certains députés en cette Chambre, particulièrement ceux qui n'étaient pas présents lors du débat de la loi 22. Ces gens qui sont de l'autre côté, aujourd'hui, ont eux-mêmes présenté une motion pour remettre à trois mois l'étude du projet de loi. Et quels étaient les arguments?

**M. Lessard:** La loi était mauvaise. Là on a une bonne loi.

**M. Levesque (Bonaventure):** Silence! Quels étaient les arguments que ces messieurs...



**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Levesque (Bonaventure):** Et il le sait que cela s'en vient, c'est pour cela qu'il est nerveux le député de Saguenay, le ministre des Transports; il est debout, il n'est pas capable d'endurer un témoignage comme celui-là, M. le Président. Je le savais. Je le savais.

**M. Lessard:** Je vais vous endurer.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, nous avons devant nous certains témoignages. Prenez le journal des Débats, cela enregistre tout ce qui se dit, même au mois de juillet 1974. On était rendu au 12 juillet, M. le Président. Voici ce qui se disait, un vendredi matin, 12 juillet. Prenons, par exemple, ce que disait notre ministre, aujourd'hui, à l'environnement. "Amendement de report à trois mois."

**M. Léger:** C'est la raison pour laquelle, en terminant, pour que tous les Québécois puissent s'exprimer et donner leur point de vue sur un sujet de cette envergure historique, je propose un amendement à la motion présentée par le ministre de l'Education. Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin des mots "dans trois mois". Rapidement, en une minute, j'explique pourquoi, M. le Président. Parce que dans trois mois l'ensemble des Québécois sera retourné dans son milieu naturel..."

**Une Voix:** Son habitat.

**M. Levesque (Bonaventure):** Là, il y a eu: "Des Voix: A l'ordre!" et M. Léger de continuer: "M. le Président, tout le monde sait que les Québécois, durant le mois de juillet, sont partis en vacances, qu'ils ne sont pas dans leur milieu naturel pour avoir la possibilité de donner leur point de vue sur une loi qui peut avoir une conséquence directe sur le destin du peuple québécois. C'est la raison pour laquelle je propose cet amendement de façon qu'en septembre ou octobre, le peuple québécois étant présent, ayant la possibilité de s'exprimer, il puisse venir dire à l'Assemblée nationale s'il est d'accord ou non avec un projet qui est un danger pour l'histoire même que nous avons à vivre."

Voilà, M. le Président, la motion de report à trois mois, telle qu'elle était envisagée, à ce moment-là, par ceux qui nous critiquent aujourd'hui de présenter une telle motion et avec tellement plus de raisons qu'on en avait à ce moment-là.

Que disait ensuite... C'est lui qui est tellement nerveux et qui a hâte de s'entendre. M. le Président, je vois ici, page 1737, le vendredi 12 juillet 1974, projet de loi no 22, deuxième lecture, amendement de renvoi à trois mois, M. Lucien Lessard.

**M. Lessard:** Tous les honneurs.

**M. Levesque (Bonaventure):** Il me permettra de citer sa brillante intervention. "D'abord, disait M. Lessard, faut-il être naïf pour prendre conscience, pour la première fois, que le Parti québécois a l'intention de s'opposer à ce projet de loi! Si nous le faisons, c'est que nous avons aussi conscience que ce projet de loi est probablement, depuis en tout cas 1970, l'année où nous avons été élus, où j'ai été élu comme député de l'Assemblée nationale, l'un des projets de loi les plus importants que nous ayons eu à discuter."

"Faudrait-il — je continue de citer M. Lessard, le ministre des Transports aujourd'hui — rappeler au ministre de l'Education, dans sa suffisance, que nous avons eu l'occasion de discuter d'autres projets de loi, qui étaient beaucoup moins importants, et au cours desquels nous avons eu à entendre quantité de mémoires, au cours desquels jamais nous n'avons pu constater que le gouvernement du Québec, que le gouvernement actuel nous imposait le règlement de clôture?"

"Pourquoi ce gouvernement..."

**M. Lessard:** Vous n'avez pas le règlement de clôture, n'est-ce pas?

**M. Levesque (Bonaventure):** On nous a menacés justement de passer la clôture. Le premier ministre lui-même a déclaré tout récemment, M. le Président... J'apporterai la citation pour la bonne compréhension du ministre des Transports.

**M. Lessard:** Cela faisait longtemps qu'on l'avait, le règlement de clôture, nous autres.

**M. Levesque (Bonaventure):** Nous avons été menacés, M. le Président, de clôture, à la commission parlementaire. Je dis à ceux qui ont hâte de s'en aller en commission parlementaire, mes amis à gauche ici: Faites attention, on vous apportera la clôture. Profitez de ces moments-ci pour parler au nom de vos électeurs, pendant que vous en avez encore la chance.

M. le Président, je continue de citer l'éminent député du Saguenay: "Pourquoi ce gouvernement met-il, tout à coup, fin aux délibérations de la commission parlementaire sur ce projet de loi?" Voilà la question qu'on posait dans cette discussion de la motion de renvoi à trois mois. C'est lui, le ministre des Transports, le député de Saguenay, qui posait cette question.

"Le gouvernement — disait-il — a constaté, depuis quelques semaines, que ce projet de loi apportait l'opposition à peu près de tous les groupes, de tous les organismes au Québec."

**M. Lessard:** Ce n'est pas le cas, on est appuyé par tous les groupes.

**M. Levesque (Bonaventure):** Un instant! Y a-t-il un dialogue, M. le Président? Faites votre devoir...

Je vous remercie, M. le Président, vous faites très bien les choses.

M. le Président, je continue de citer ce que di-

sait un peu plus loin le député de Saguenay: "Nous sommes convaincus que si ce n'était pas de la période estivale, le gouvernement n'aurait pas seulement à faire face aujourd'hui à huit députés de l'Opposition qui ont décidé avec acharnement de s'opposer à un projet de loi qui nous paraît inique, à un projet de loi qui sent de toutes parts la trahison. Nous sommes convaincus que si ce n'était pas de la période estivale, ce ne seraient pas huit députés qui s'opposeraient, devant les 102 députés du gouvernement libéral, au projet de loi, mais bien 50 000, 60 000, 70 000 etc."

Alors, voilà, M. le Président, à cause de la période estivale, ces mêmes gens s'opposaient à étudier, vendredi, le 12 juillet 1974, un projet de loi sur une politique linguistique.

M. Lessard de continuer, M. le Président: "D'ailleurs pourquoi le gouvernement s'oppose-t-il à cette motion? Le gouvernement est véritablement conscient que s'il attendait trois mois encore avant d'adopter ce projet de loi, des quantités de citoyens viendraient protester." Voilà encore des paroles du député de Saguenay. Le député de Chicoutimi, s'il était ici, le ministre de la Justice, aimerait bien qu'on lui laisse son tour également.

Le ministre de la Justice, M. le Président, le député de Chicoutimi disait, pour sa part: "C'est bien simple — d'abord, il a parlé de dictature déguisée en démocratie et il a parlé ensuite, toujours dans le même débat, de report de trois mois — c'est parce que le gouvernement n'a pas compris le message qui lui a été apporté par ces organismes devant la commission parlementaire". C'est le ministre de la Justice qui parlait ainsi alors qu'il était député de Chicoutimi, lorsqu'il était dans l'Opposition en 1974. Il disait également: "C'est parce que le gouvernement n'a rien compris, c'est aussi simple que cela". Et il continuait: "Mais, pour donner le temps au gouvernement de comprendre, de mettre de côté son entêtement, M. le Président." Je reprends une autre citation du député de Chicoutimi: "M. le Président, si le gouvernement voulait comprendre, autrement dit il s'accorderait une période de réflexion." C'est ainsi que le député de Chicoutimi, aujourd'hui ministre de la Justice et membre de ce gouvernement s'opposait à étudier, durant la période estivale, le projet de loi no 22. Il voulait qu'on attende à l'automne pour étudier, alors que les gens soient revenus... Le député de Maisonneuve qui sourit présentement ne perd rien pour attendre...

**M. Burns:** C'est bien clair que mon tour s'en vient, c'est sûr.

M. Levesque (**Bonaventure**): M. le Président, que disait le chef de l'Opposition du temps, aujourd'hui vice-premier ministre et ministre de l'Éducation. Je sais qu'il n'aimerait pas qu'on ne le cite pas. Alors je le cite, M. le Président, c'était le même jour, il disait ceci: "Nous n'avons pas demandé que le projet de loi soit remis à un an ou à six mois, mais simplement qu'on se donne le temps de la réflexion et qu'on le remette de trois mois. Le gouvernement n'entend pas s'inspirer de cette sagesse."

**M. Burns:** Le chef de l'Opposition ne se renouvelle pas beaucoup.

M. Levesque (**Bonaventure**): Non, mais je lis ce que j'ai devant moi et je ne peux pas me renouveler dans ces citations de gens qui se contredisent d'une façon aussi flagrante. Le seul renouvellement que je puisse avoir, c'est celui de constater toutes ces volte-face. Je continue, M. le Président. Je disais, un peu comme l'Hydro-Québec ce matin, on a vu ces volte-face, comme la baie James, on a vu ces volte-face alors qu'on nous a continuellement, chaque jour ici parlé contre la baie James et le projet...

**M. Burns:** La motion...

**M. Levesque (Bonaventure):** On me dit, on me provoque, c'est un dialogue. Si vous permettez un dialogue...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre s'il vous plaît! J'en appelle à tous les députés de respecter le droit de parole de M. le député. D'autre part, je vous indique que le sujet de la motion est le report de la deuxième lecture à trois mois et non pas la baie James ou tout autre sujet.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, je continue de citer le député de Sauvé qui disait ceci: "J'en suis amené à me demander si le gouvernement, au fond, n'a pas peur de l'opinion publique dans cette affaire... Si je me laissais aller à pratiquer la politique du pire, je dirais: Passez-le donc votre projet de loi, ensuite vous récolterez les conséquences."

**M. Lessard:** Ce qui fut vrai, d'ailleurs.

**M. Levesque (Bonaventure):** Avant que le leader du gouvernement ne quitte, je veux simplement lui donner une petite citation à lui, parce que, dans le fond, il n'avait pas tellement insisté, lui. Je pense qu'il était bien faible sur cette intervention, mais tout de même, il disait en terminant: "Je termine, M. le Président, en vous disant que je ne peux pas comprendre cette hâte, je dirais même cette anxiété qui, à mon avis, est une équivalence de peur de la part du gouvernement. Cette anxiété et cette hâte me font dire que le gouvernement a peur de faire adopter son projet de loi à une date autre qu'à une époque où personne ne s'occupe de ce qui se passe au Parlement, qu'à une époque où il y a un tas de gens qui ne savent même pas que le Parlement siège actuellement. C'est pourquoi, M. le Président, il faut que le projet de loi soit retardé, dans son adoption de deuxième lecture, d'au moins trois mois. On n'a pas exagéré sur le délai, c'est pour cela qu'on l'a fait."

Voilà, M. le Président, comment le leader du gouvernement, alors qu'il était de ce côté-ci de la Chambre, expliquait l'attitude de son parti vis-à-vis de cette proposition de retarder à trois mois l'étude du projet de loi linguistique, et cela le 12 juillet 1974. M. le Président, il y avait encore un

autre député de l'Opposition que j'ai peut-être oublié...

**Une Voix:** Fabien.

**M. Levesque (Bonaventure):** Oui, il y en a d'autres. Je pense bien que le député de Charlevoix est en train de lire un roman qui est le journal des Débats et il m'indique qu'il y aurait d'autres citations intéressantes et particulièrement du député de Beauce-Sud. Mais, en fait, je vais terminer simplement ces témoignages en prenant celui du député de Saint-Jacques qui est intervenu également à ce moment-là. Il disait: "Comme vient de vous le rappeler le député de Maisonneuve dans son intervention, ces trois mois pourraient être facilement utilisés pour achever une consultation populaire que nous avons nous-mêmes convoquée."

Il continuait, M. le Président, en parlant de l'attitude suffisante, arrogante et à quelques occasions carrément méprisante que le parti ministériel — alors qu'il y avait deux représentants du cabinet à la table — a manifestée à l'égard des témoins constitue, en soi, une obligation...

**M. Lessard:** Ce sont des discours bien préparés. Des discours bien préparés.

**M. Levesque (Bonaventure):** ... en soit une obligation, etc. Dieu sait quelle attitude arrogante nous avons connue de la part d'un certain ministre, à la commission parlementaire, devant les représentations des organismes et des individus qui sont venus s'y exprimer.

M. le Président, que disait encore le député de Saint-Jacques dans cette motion de report à trois mois? Il disait ceci: "Les trois mois que propose le député de Lafontaine leur permettraient-ils de retomber les deux pieds sur terre, quitte à laisser celui qui plane dans les nuages depuis toujours, là où il est bien..." Je ne sais plus, là, je pense que cela s'applique pas mal "... mais que d'autres approchent la question d'une façon pratique et concrète." Il disait encore, M. le Président: "J'ai toujours l'impression, M. le Président, que le gouvernement ne sait pas ce qu'il y a entre les mains, ne connaît pas l'importance et les conséquences des décisions qu'il est en train de prendre." Il continuait également, le député de Saint-Jacques: "Comment, le plus vite possible, allons-nous pouvoir nous sauver de ce Parlement, prendre les vacances qu'on estime mériter et imposer aux Québécois, du même coup, une loi qui a été dénoncée par tous ceux qui sont venus à la commission parlementaire?"

Il disait, M. le Président: "Si les trois mois que suggère le député de Lafontaine ne réussissent qu'à remettre le débat dans son véritable sens, plutôt que cette guerre d'usure et de minutage de temps de parole auquel se soumet le leader du gouvernement et qu'il nous signale à tout bout de champ, au lieu de chronométrer les droits de l'Opposition, d'en faire une guerre d'usure et de compter combien de têtes vont tomber dans les droits de parole successifs," etc, etc.

Voilà, M. le Président, comment se comportait le député de Saint-Jacques. Et il continuait également: "Est-il possible que cette majorité amorphe et souriante puisse, un jour, se rendre compte de la réalité qu'elle est en train d'infliger aux Québécois"? Il continuait de parler ainsi pour justifier le report à trois mois. N'y a-t-il pas là des témoignages suffisants, M. le Président? Il y a également le député de Beauce-Sud, je ne voudrais pas qu'il pense qu'on ne l'a pas lu lui non plus, il disait: "C'est une des rares occasions dans lesquelles on a soumis les députés, si peu nombreux soient-ils, de l'Opposition, à une espèce d'horaire de travaux qui est absolument inhumain et qui a été tout simplement condamné, désavoué par des éditorialistes, des politologues, des spécialistes, dans les éditoriaux des journaux. Mais, où est-elle la démocratie ce soir? Où est-elle la démocratie? On a brimé les droits des membres de la commission parlementaire de l'éducation".

On a fait grand état, du côté ministériel, d'une soi-disant volonté d'associer les Québécois à la vie démocratique de la société. Je pense que ces très bonnes et très belles intentions du gouvernement doivent commencer par s'appliquer en associant les députés ministériels, comme c'est leur devoir élémentaire, à la vie démocratique. Ils doivent tous être ici à l'Assemblée nationale pour étudier le projet de loi 101.

M. le Président, à toutes ces raisons j'en ajouterai une autre, et celle-là m'apparaît absolument décisive, dans la mesure où elle correspond à l'opinion la plus répandue actuellement au Québec et même, dit-on, au sein de la députation ministérielle. C'est que, si important que soit le projet de loi 101, il ne constitue absolument pas une priorité pour le Québec. Tous les jours, il nous est donné de constater que les Québécois sont profondément déçus de ce que le gouvernement ait choisi, depuis huit mois, de placer au premier rang de ses préoccupations la question de la langue, sans oublier, évidemment, celle de la séparation, alors qu'à l'échelle du Québec et de chacune des régions du Québec la situation économique est certainement très inquiétante. Tout le monde se demande ce qui a bien pu pousser le gouvernement à agir aussi vite dans le domaine de la langue et à se traîner les pieds de la façon que l'on sait dans le domaine économique. Que le gouvernement mette de côté pour trois mois son projet linguistique, et que cette Assemblée vote des lois pour régler les problèmes prioritaires des Québécois!

M. le Président, ce que la motion du député de Verdun dit, c'est tout simplement de reporter l'étude du projet de loi 101 à l'automne et d'entreprendre maintenant l'étude des quelques modestes projets de loi de nature économique que nous avons. Que le gouvernement soumette à l'attention de cette Assemblée des mesures budgétaires ou administratives d'urgence de façon que les travailleurs québécois ne soient pas exposés à connaître les difficultés considérables qui s'annoncent pour l'hiver prochain dans le domaine de l'emploi. En d'autres termes, la motion du député de Verdun a simplement pour objectif de permet-

tre au gouvernement de s'attaquer, dès maintenant, aux vrais problèmes, aux problèmes qui pressent, et ces problèmes, que cela plaise ou non au ministre d'Etat au développement culturel, ce ne sont pas les problèmes linguistiques qu'il a créés par ces projets de loi 1 et 101, ce sont les problèmes économiques des travailleurs québécois.

Dans un télégramme qu'il adressait au gouvernement, le président de la Chambre de Commerce du Québec disait: "Nous voulons tous que cette motion de priorité du français soit bien légiférée et légiférée pour de bon cette fois-ci. Dans le climat de fin de session qui s'annonce, ce sera encore une fois la bousculade et la guerre d'usure. Des erreurs sérieuses sont à craindre en pareilles circonstances. En outre, il ne nous apparaît plus y avoir d'urgence à adopter la loi à la fin d'août plutôt qu'à la fin d'octobre ou novembre. On pourrait alors en reprendre l'étude dans une atmosphère plus détendue et avec un peu plus de recul face à ces nouvelles formulations et propositions. Nous avons tous consacré trop d'efforts, jusqu'ici, afin que cette loi soit acceptée, respectée et efficace pour risquer maintenant de compromettre ces objectifs. Nous croyons que vous recherchez aussi ces objectifs, et nous espérons que vous accepterez notre recommandation d'ajournement dans cet esprit. Une loi aussi fondamentale ne doit pas être adoptée à la hâte".

Par ailleurs, et je conclus, on m'a dit que le Bureau fédéral de la statistique publierait, au mois de septembre, des données nouvelles au sujet de la langue maternelle des Canadiens. Il s'agit là de renseignements qui pourraient être extrêmement utiles dans le débat, et je ne vois pas pourquoi le gouvernement et l'Assemblée nationale ne pourraient pas en profiter. Enfin, je rappelle au gouvernement qu'en raison du caractère global de la législation linguistique, dans tous les milieux politiques, économiques et sociaux du Québec, des gens auront à se préparer à appliquer du mieux qu'ils peuvent les dispositions de l'éventuelle loi sur la langue.

Qu'on leur laisse donc le temps nécessaire pour s'y préparer — c'est ce que demande, au fond, la motion du député de Verdun — autrement, aux problèmes majeurs que créera le projet de loi 101, s'il est adopté dans sa forme actuelle, s'ajouteront d'autres problèmes qu'on peut encore éviter, problèmes qui augmenteront, à cause de la précipitation avec laquelle on aura forcé les Québécois à appliquer la loi.

M. le Président, encore une fois, comme conclusion, je prie le ministre d'Etat au développement culturel de prendre acte de plusieurs représentations qui ont été faites dans ce sens. Sur tout des témoignages qu'il doit recevoir, comme moi, de la part de ceux qui nous disent: Attention à telle et telle et telle disposition de la loi, parce que telle et telle et telle disposition de la loi peut créer des situations réellement déplorables pour l'ensemble du Québec, pour les travailleurs du Québec.

Je demande, dans cette proposition du député de Verdun que j'appuie pleinement, de remettre à

trois mois l'étude du projet de loi, quitte à ce qu'on adopte les mesures qui pourraient paraître nécessaires pour la rentrée scolaire, auxquelles nous apporterions notre pleine collaboration au gouvernement, mais je ne crois pas qu'il soit tellement essentiel d'adopter l'ensemble du projet de loi surtout à une période comme celle-ci. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le député de Laurier.

**M. André Marchand**

**M. Marchand:** M. le Président, si je me lève pour appuyer la motion du député de Verdun, c'est que je la crois d'une très grande importance. Cette motion demande au gouvernement de retarder de trois mois l'adoption et même la discussion du projet de loi 101, afin de donner à ce bon gouvernement l'occasion de réfléchir davantage et de lui permettre d'écouter davantage les citoyens du Québec afin que le ministre du "défoulement culturel" ait le temps de réfléchir et d'apporter les amendements nécessaires ou tout simplement de retirer ce projet de loi 101, comme il l'a fait avec le projet de loi no 1, et, après mûres réflexions, de faire les amendements qui pourraient bonifier le projet de loi en vigueur, c'est-à-dire le projet de loi 22, ce qui aurait été fait par un gouvernement libéral réélu.

Aussi, M. le Président, ais-je été très surpris de voir le chef de l'Union Nationale et la majorité de son équipe, sauf un, voter pour la motion qui nous ramenait au débat actuel, c'est-à-dire la motion du député de Verdun. Le chef de l'Union Nationale qui, depuis son élection, veut nous donner l'impression qu'il défend les petites et moyennes entreprises, aujourd'hui, aime mieux parler de la question linguistique que des petites et moyennes entreprises.

Aussi, pour revenir à la motion, je me permets quand même d'ajouter que le projet de loi 48 était à ce moment-ci plus important, même si la discussion sur la motion du député de Verdun est d'une grande importance.

Je pense que le chef de l'Union Nationale a démontré très peu de cohérence, de suite dans les idées. Je me demande même si on ne pourrait pas l'accuser un peu d'un manque de sincérité.

Toujours sur la motion, je voudrais quand même ajouter que celui qui devrait participer au développement économique du Québec, le ministre d'Etat au développement économique, ainsi que le ministre de l'Industrie et du Commerce auraient dû insister auprès de ce gouvernement afin que l'on continue de procéder à l'étude du projet de loi 48.

Mais lorsque je vois ou je pense — si on leur donne encore le temps de réfléchir sur cette motion — que ce gouvernement fléchira peut-être et que, en lisant les propos du député de Saint-Jacques, le vendredi, 12 juillet 1974...

**M. Picotte:** Question de règlement, M. le Président. Au moment où je vous parle présentement, il n'y a que 26 députés en Chambre. Je vais de-

mander qu'on vérifie le quorum, s'il vous plaît! Vous ferez entrer ceux qui passent leur temps à ne rien faire dans les salons en arrière.

**Une Voix:** Des gars qui ne sont bons qu'à surveiller cela!

**Le Vice-Président:** Pour que ce soit compréhensible au journal des Débats, il n'y avait pas quorum au moment où on l'a souligné à la présidence, mais il y a maintenant quorum.

**M. Picotte:** Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le député de Laurier.

**M. Marchand:** M. le Président, j'étais en train de souligner certains passages du vendredi, 12 juillet 1974, à l'occasion du débat de report à trois mois de la loi 22. Je veux citer le député de Saint-Jacques, M. Charron, lorsqu'il disait: "...ces trois mois pourraient être facilement utilisés pour achever une consultation populaire que nous avons nous-mêmes convoquée". Ce même député, je le cite encore, un peu plus bas, disait: "...nous n'avons même pas entendu la moitié de ceux que nous avons invités que le gouvernement imposait la guillotine que vous connaissez, M. le Président. Il a mis fin aux travaux de la commission et il nous a soumis la deuxième lecture immédiatement."

Et cela se continue toujours dans la même veine, lorsqu'on relit les propos du député de Saint-Jacques: "Les Québécois n'ont pas voulu que la vérité infuse d'un ministre ou d'un autre qui ne réussit même pas à obtenir la solidarité du cabinet autour de son sujet." Je me demande si c'est encore pour cette raison que le gouvernement qui n'obtient pas la solidarité dans son cabinet et, à son caucus, n'accepte pas cette motion de report à trois mois.

Plus loin, le député de Saint-Jacques continue: "Le débat est désormais conduit de l'autre côté, à savoir comment, le plus vite possible, aurons-nous raison de ces résistants, de ces entêtés qui représentent 45% de la population?" Ce qui est très bien confirmé puisque le parti au pouvoir ne représente que 41%, ils sont doublement entêtés, M. le Président. Et je continue à citer les paroles du député de Saint-Jacques, à la page 1749: "Au lieu de chronométrer les droits de l'Opposition, d'en faire une guerre d'usure et de compter combien de têtes vont tomber dans les droits de parole successifs sur les motions qu'il nous est permis de faire, au lieu de ce jeu ridicule, où on attend que l'Opposition s'épuise... l'importance du projet de loi que nous sommes à discuter et qui est manifestement rejeté par une majorité des Québécois". Lorsqu'on voit les effets restrictifs de ce projet de loi, on peut encore confirmer assez facilement les paroles du député de Saint-Jacques.

Et vous me permettez de le citer encore, cela convient très bien — actuellement, c'est très édifiant — à la motion du député de Verdun, et ici le député de Saint-Jacques, en parlant du parti qui était au pouvoir, disait: "Mais il a été élu pour

gouverner dans l'intérêt des Québécois et, manifestement, il ne le fait pas avec cette loi. Les Québécois ne lui ont pas donné un mandat en blanc, ils lui ont demandé d'assurer leur épanouissement pour les trois prochaines années, et à sa première tentative dans ce domaine, le premier ministre connaît son premier échec". Et encore là, cela confirme exactement ce qui va arriver.

D'ailleurs, on a vu que le projet de loi 101, on a été obligé de le laisser choir au feuillet. Je me demande ce qu'il en adviendra. Le numéro 1, c'est cela. Vous m'aidez, je vous remercie. Vous comprenez et j'espère que cela va vous aider à changer votre attitude...

**Une Voix:** Vous savez qu'on vous aime.

**M. Marchand:** ... que vous allez retirer ce projet de loi comme vous l'avez fait en négligeant le 101 et qu'on ne sera pas vraiment obligé de s'en aller au projet 401. C'est pour cette raison, M. le Président, que je ne ferai pas une autre motion. J'aurais presque l'intention d'en faire une autre afin de faire réfléchir ce nouveau gouvernement qui se dit un très bon gouvernement. Si elle est pour être irrecevable, je ne la ferai pas, mais j'aurais l'intention, M. le Président, de présenter une motion — en voyant que les ministres sont très fatigués, le premier ministre en particulier, ils veulent tous s'en aller en vacances — qu'ils s'en aillent sur le bord d'un beau petit lac québécois, une "tête à l'épaule" de quinze jours et, en même temps, cela nous donnerait la chance à nous tous, enfin, d'étudier cette motion, M. le Président.

M. le Président, ce serait pour leur permettre d'étudier la motion que nous étudions en ce moment. La motion du député de Verdun. Si les ministériels, avec tout leur caucus, allaient passer de belles petites vacances au bord d'un beau lac québécois et étudier la motion que nous étudions présentement, je pense que le ministre des dévouements culturels pourrait se défouler. Peut-être qu'après cela il n'aurait plus besoin d'une telle motion, M. le Président. Il pourrait retirer son projet de loi et bonifier le projet de loi 22 qui, fait par l'ancien gouvernement, a quand même donné la langue officielle aux Québécois.

M. le Président, je conseillerais, puisque vous dites que ma motion pourrait être irrecevable, à ce bon gouvernement — et peut-être même que vous, M. le Président, auriez grandement besoin de vacances après les nombreuses heures que vous avez données à la commission parlementaire pour étudier ce projet de loi et pour entendre les nombreux mémoires, les 260 mémoires qui devaient être présentés et que le ministre a jugé bon d'arrêter après une soixantaine de mémoires — d'aller étudier cette motion dans la grande beauté de nos lacs provinciaux de notre beau pays. Peut-être que cela donnerait la chance, en étudiant cette motion...

**Le Vice-Président:** Je voudrais vous demander de conclure brièvement. Quant à la motion, elle aurait été irrecevable, mais tous les vœux pieux sont recevables.

**M. Marchand:** Je vous remercie, M. le Président. Pour conclure, je demande au ministre du dévouement culturel s'il peut vraiment, lui, recevoir ce semblant de motion afin de nous dire, dans quelques instants: Oui, mes amis, vous prenez quinze jours, on va réfléchir. Je pense qu'à ce moment, vous donnerez raison à l'Opposition officielle.

**Le Vice-Président:** M. le député de Shefford.

**M. Richard Verreault**

**M. Verreault:** Merci, M. le Président. Si, hier soir, il m'avait été possible de prendre la parole, il est évident que j'aurais parlé contre la motion de mon collègue de Verdun qui proposait de retarder de trois mois l'étude de la deuxième lecture du projet de loi. Je m'étais préparé en conséquence parce que je considérais que cette motion contenait une certaine naïveté de la part de mon collègue de Verdun. Cependant, nous avons eu la chance de nous rencontrer et, dans sa sagesse, le député de Verdun m'a bien fait comprendre que trois mois étaient valables et acceptables, parce que cette motion de trois mois, je ne pouvais pas comprendre que mon collègue, à ce moment, puisse donner un délai si bref à nos gens d'en face. Si cette motion avait été présentée par moi-même, j'aurais exigé, M. le Président, que cette motion soit de six mois au lieu de trois mois.

Je désire participer à ce débat qui se déroule présentement parce que ce désir résulte des raisons à la fois majeures et mineures que je veux apporter à cette motion. Ce désir reflète également le vœu, il va de soi, que désirerait exprimer, de façon très favorable d'ailleurs, la population du comté de Shefford.

M. le Président, mon comté est composé d'un nombre important d'anglophones et d'une grande majorité de francophones. Les Sheffordois, si on peut les appeler ainsi, tout aussi bien que ceux qui vivent dans la région des Cantons de l'Est considèrent qu'ils n'ont pas été suffisamment consultés et de façon raisonnable, équitable et même satisfaisante, consultation qui aurait pu permettre au gouvernement de connaître les raisons et les motifs caractéristiques de cette région des Cantons de l'Est qui est maintenant confrontée à ce problème linguistique.

Je trouve d'autant plus que le manque de participation de l'Union Nationale dans ce débat est mal justifié, puisque la majorité des membres de l'Union Nationale qui sont dans cette Assemblée sont de cette région des Cantons de l'Est que moi-même je représente. Il y aurait eu avantage que ces membres se lèvent pour venir expliquer pourquoi nous devrions retarder de trois mois et permettre à cette Assemblée d'étudier les problèmes économiques que nous avons actuellement.

J'ai fait ma propre consultation auprès des gens de Shefford. J'ai rencontré et j'ai discuté avec ces personnes des deux éléments, tant français qu'anglais. J'ai rencontré des gens de toutes les classes de la société. J'ai rencontré des travailleurs, des étudiants, des industriels, des agricul-

teurs, des commerçants et de nombreux autres. Tous sont d'accord sur les réalités françaises au Québec et sont d'accord sur le fait français même au Québec, mais tous considèrent aussi que plusieurs points de ce projet de loi sont encore trop obscurs et méritent de nombreuses réflexions.

La motion du député de Verdun en témoigne. Cette motion est présentée justement afin de permettre à tous, au gouvernement tout aussi bien qu'à l'Opposition, de mûrir pleinement ce projet de loi 101 et de faire en sorte que la plus petite erreur ne soit pas commise.

En parlant d'erreur, des gouvernements antérieurs ont commis l'erreur de ne pas écouter les membres de l'Opposition qui, dans ces occasions, prévenaient les parrains de projets de loi linguistiques d'attendre quelques mois et de mûrir ces projets. Ces mises en garde de l'Opposition d'alors, qui était l'Opposition péquiste à l'occasion de l'étude du bill 22, ces recommandations très valables alors et encore maintenant doivent prévaloir.

Mon chef de l'Opposition ainsi que plusieurs membres de mon parti ont fait mention de plusieurs citations qui ont été faites par les membres de l'Opposition alors qu'ils étaient à l'Opposition et cela lorsque le gouvernement avait déposé le projet de loi 22. Ces recommandations faites à ce moment-là étaient vraiment valables. Je crois que, si nous avions écouté à l'époque ces recommandations, peut-être mon parti serait-il encore au pouvoir et nous n'aurions pas à discuter du projet de loi 1, ni 101, mais plutôt à améliorer la loi 22, tel que mon parti l'avait suggéré.

M. le Président, trois mois, c'est si court et si peu et cela pourrait rapporter tellement pour tous les Québécois et particulièrement au gouvernement actuel.

Il faudrait quatre, comme je le mentionnais, six et peut-être douze mois pour bien le mûrir et bien légiférer. Ces mêmes trois mois me donneraient peut-être aussi la chance de pouvoir intervenir sur le fond, puisque je n'en ai pas encore eu la chance. M. le Président, les projets de loi 1 et 101 dans leur formule publicitaire me font étrangement penser aux formules publicitaires du café Maxell House. Le projet 1 et le projet 101, nous pourrions les intituler le nouveau et renouveau amélioré. Cependant, ces projets de loi auront toujours, pour le moment, la saveur de millions de petites coques qui éclatent instantanément au contact des groupes québécois.

De nombreux mémoires n'ont pas été entendus ni étudiés. M. le Président, trois mois permettraient de s'occuper de choses urgentes, importantes, essentielles, comme le chômage, la création d'emplois, l'aide aux petites et moyennes entreprises. Trois mois, M. le Président, permettraient de toucher à des choses tangibles et d'y apporter des corrections.

La situation se détériore au Québec actuellement. Cette déclaration ne vient pas seulement de moi. Il faut lire les journaux, entendre les nombreux témoignages et déclarations pour constater ce qui se passe dans nos régions. Dans mon comté, M. le Président, et je mentionne le comté

de Shefford, les Sheffordois considèrent prioritaires les questions de chômage parce que nous y sommes réellement touchés. Nous déplorons le manque d'industries de pointe. Nous avons des problèmes urgents dans tous les domaines. Dans la santé, puisque nous manquons de place dans les centres d'accueil pour les personnes âgées. Le nouvel hôpital manque d'équipement pour donner des soins adéquats aux gens de la région. Nos agriculteurs et nos producteurs agricoles ont des problèmes à ne plus savoir comment les envisager...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Shefford, s'il vous plaît, je vous demanderais de conclure. Votre temps est maintenant expiré.

**M. Verreault:** Merci, M. le Président. Dans le domaine de l'éducation, il y a aussi besoin d'amélioration, et nul n'est besoin d'un extravagant projet de loi 101 pour trouver des solutions à tous ces problèmes déjà énumérés.

Trois mois, c'est court. Le projet de loi 101 peut bien attendre encore 90 jours. M. le Président, il ne me servirait à rien d'avoir la protection de ma langue et de ma culture si je devais m'expatrier pour trouver un emploi.

Nous devrions nous mettre tous d'accord pour remettre à trois mois la deuxième lecture du projet de loi 101 et nous mettre à travailler sur des projets de loi à mission économique et sociale.

M. le Président, en terminant, il est plus urgent que les questions et les problèmes majeurs soient de suite saisis par l'Assemblée nationale, et cela avant que le gouvernement actuel ait à déposer une charte qu'on pourrait appeler la charte de l'estomac.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Huntingdon.

#### M. Claude Dubois

**M. Dubois:** Merci, M. le Président. Je n'avais pas l'intention d'intervenir sur la motion de l'honorable député de Verdun, étant donné que je ne voulais pas indûment retarder les travaux de cette Chambre.

C'était la raison primordiale pour ne pas vouloir depuis le début parler sur cette motion, mais maintenant, face à certains exposés de la part de nos collègues situés à ma droite, je désire, moi aussi, apporter mes remarques et indiquer les raisons pour lesquelles je ne peux appuyer la motion dilatoire du député de Verdun.

Je serai très bref, puisque nous, de l'Union Nationale, sommes expéditifs. Les choses ne traînent pas chez nous et en plus nous savons très bien où nous allons. Pour ces raisons, je n'emploierai pas toutes les dix minutes qui me sont allouées, puisque je suis conscient qu'il y a des choses beaucoup plus urgentes et des législations importantes qui sont en suspens.

Je m'explique très mal, M. le Président, ce retard proposé par l'Opposition libérale. L'Opposi-

tion que l'on qualifie d'officielle, qualificatif bien contestable en ce qui me concerne et je dirai même pas mal farfêlé.

L'Union Nationale n'a pas besoin de trois mois. Nous sommes prêts et nous savons où nous allons. Sans vouloir blesser mes amis, à ma droite, nous avons démontré à leur grand désespoir, mais à la très grande satisfaction de tous les Québécois, que la vraie Opposition dans cette Chambre c'est bien l'Union Nationale.

M. le Président, trois mois, pourquoi et pour qui? Peut-être que l'Opposition libérale déconcertée, ébranlée, divisée a besoin de temps, peut-être pour se trouver un volontaire à la chefferie, peut-être pour se comprendre, peut-être aussi, pour se trouver quelques propositions d'amendement logiques sur le bill 101, sans avoir à recourir à nos solutions. Mais de toute façon, ses membres n'auront aucun autre choix, que de recourir à nos solutions, puisque nos amendements ont couvert avec une très grande sagesse tout le terrain. Le consensus, quant à nous, nous l'avons. Notre politique est définie et précise. On ne veut pas tuer le temps strictement pour faire de l'obstruction systématique.

M. le Président, si on invoque la rentrée scolaire, comme une des raisons justifiant cette motion dilatoire du député de Verdun, la réponse nous l'avons à la page 77 de notre projet de loi, du projet de loi 101 de l'Union Nationale. Je cite textuellement: Considérant la date tardive de la présentation du projet de loi 101 et par conséquent de son entrée en vigueur, il est indispensable de forcer les administrateurs à remettre en cause la planification de la rentrée scolaire en septembre prochain. Ignorer ce fait, c'est ouvrir la porte à un chaos et à l'arbitrage.

Déjà le milieu scolaire proteste avec véhémence contre cette politique irréaliste du PQ. Il est inhumain d'imposer à des jeunes enfants et à leurs parents, de nouvelles règles de jeu à la toute dernière minute. Alors, notre proposition permettra d'éviter une rentrée scolaire désordonnée. Nous disons: Peuvent recevoir l'enseignement en anglais, pour l'année scolaire 1977/78 strictement, les enfants qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, étaient déjà inscrits à une commission scolaire ou une institution dispensant les normes d'instruction en vigueur avant cette date.

Je crois que c'est clair et précis, M. le Président, en ce qui concerne notre position. Alors on n'a pas besoin d'invoquer trois mois de retard pour justifier une motion. Et si on va plus loin, on pourrait peut-être invoquer la situation économique du Québec, mais je dois dire que l'Union Nationale a prouvé tout son intérêt et tout l'intérêt qu'elle attache à la situation économique. En fait, la journée de mercredi en fut une preuve éclatante de nos préoccupations.

Nous sommes prêts, tout de suite, immédiatement, à étudier article par article le bill 101 et à soumettre nos amendements que vous trouverez justes, équitables et respectueux envers tous les Québécois. Je suis persuadé que le ministre retiendra aussi toutes nos recommandations. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le leader du gouvernement.

**M. Burns:** M. le Président, je m'excuse auprès du député de Maskinongé, ce n'est pas dans le but d'intervenir, je veux simplement mentionner que je viens de recevoir la nouvelle que nous pourrions sanctionner les projets de loi à 12 h 30. Évidemment, il s'agit des projets de loi privés que nous avons adoptés en troisième lecture ce matin, du projet de loi 59, et probablement d'un autre projet de loi, 101 je pense, qui sera peut-être prêt à être sanctionné.

**M. Lavoie:** Avant d'aller à la sanction pour le projet de loi 101, pourrait-on y aller pour le no 1?

**M. Burns:** On ira pour tout ce que vous voudrez. Je fais tout simplement, comme d'habitude, la mention que nous nous attendons, si cela leur agréé, à ce que des représentants de l'Opposition nous accompagnent pour la sanction.

**Une Voix:** Dignement.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Le député de Maskinongé.

**M. Yvon Picotte**

**M. Picotte:** M. le Président, pour le bénéfice du député de Huntingdon, mon bon ami le député de Huntingdon, le préopinant, je lui lirai tout simplement un passage du journal des Débats du 12 juillet 1974, passage d'un discours du député de Saguenay qui va situer exactement la position du Parti libéral à l'intérieur de ce projet, le projet 101...

**M. Proulx:** N'oubliez pas de déposer le texte.

**M. Picotte:** Le député de Saguenay disait donc ceci: "Faut-il être naïf pour prendre conscience, pour la première fois, que le Parti québécois — je devrais dire à ce moment-là...

**M. Lessard:** M. le Président, le député me permettrait-il une question?

**M. Picotte:** Je vais terminer...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Il appartient au député de Maskinongé de répondre affirmativement ou négativement à la demande du député de Saguenay.

**M. Picotte:** M. le Président, lorsque j'aurai terminé mon intervention, le député de Saguenay pourra me poser toutes les questions...

**M. Lessard:** ...droit et serait-il exact que si vous n'aviez pas nos discours, vous ne seriez pas...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!  
Le député de Maskinongé.

**M. Picotte:** Merci, M. le Président. Je vais essayer de ne pas faire les mêmes fautes de français que le député de Saguenay.

**M. Proulx:** Ne vous trompez pas de ligne!

**M. Picotte:** "Faut-il être naïf pour prendre conscience pour la première fois que le Parti québécois — et là je dirai le Parti libéral pour les besoins de la cause — a l'intention de s'opposer à ce projet de loi! Si nous le faisons, c'est que nous avons aussi conscience que ce projet de loi est probablement, depuis en tout cas 1970, l'année où nous avons été élus, où j'ai moi-même été élu comme député à l'Assemblée Nationale — et je serai toujours le député de Saguenay — l'un des projets de loi les plus importants que nous ayons eu à discuter."

M. le Président, c'est remarquable jusqu'à quel point, peu important les changements de gouvernement, peu importe ce qui peut exister, jusqu'à quel point les gens qui s'assoient en face et qui étaient autrefois d'un autre côté de la Chambre réagissent exactement de la même façon que leurs prédécesseurs. Pour en arriver à cette motion de reporter à trois mois, j'ai trouvé le député de Verdun d'une sagesse et d'une expérience importantes pour le gouvernement du Québec présentement, pour les députés qui, les fins de semaine — même si cela ne semble pas très long, une fin de semaine avec la session qui commence le lundi après-midi et se termine le vendredi après-midi — circulent dans leur comté, pour les députés qui rencontrent leurs électeurs, vous ne pouvez pas savoir jusqu'à quel point il serait important pour le gouvernement du Québec de retarder de trois mois non seulement l'adoption de ce projet de loi 101, mais la poursuite de l'étude de ce projet de loi 101.

Au Québec, il y a des problèmes beaucoup plus urgents à traiter que celui de la langue. Dans des conversations privées — et vous me permettez d'employer un terme, parce que c'est un terme que j'ai entendu dernièrement — je me suis fait dire, et d'autres députés de ma formation politique se le sont fait dire, il y a des députés du parti ministériel qui nous trouvent caves d'agir comme on agit là, c'est-à-dire d'amener des amendements à ce projet de loi.

Si vous pouviez savoir jusqu'à quel point cela me console, M. le Président, de me faire traiter de cave par ces gens, pour une simple raison. C'est que le chef de l'Opposition nous a lu et relu tantôt le journal des Débats. Comme je vous ai dit tout à l'heure, même si cela a changé de gouvernement, même si cela a changé d'hommes, ce gouvernement réagit exactement de la même façon que l'ancien gouvernement avec sa loi 22.

Si on est caves d'agir comme cela avec tout ce qu'on peut lire dans le journal des Débats, je



suis fier d'être cave parce que je m'aperçois que les six caves qui étaient ici avant le 15 novembre, cela prend des caves pour être nommé ministre parce qu'ils ont tout été nommés ministres. Les six caves qui étaient ici avant le 15 novembre ont tous été ministrables.

Si nous sommes caves d'agir comme cela, cela veut dire que très bientôt, lors d'un scrutin général, il y aura des caves de ce bord-ci qui seront nommés ministres. Cela a l'air que c'est important. Il faut agir comme cela pour être ministrable.

Les raisons qui étaient importantes lorsqu'on a discuté de la loi 22, pour les mêmes raisons, il serait important de retarder l'étude de ce projet. Il serait important de le retarder pour un point bien spécifique.

Tout le monde sait que nous sommes présentement rendus au 29 juillet. Tout le monde sait que cela va se poursuivre encore longtemps. De toute façon, en ce qui nous concerne, on n'a rien contre cela que ça se poursuive encore longtemps pour qu'on en discute. Tout le monde sait que la rentrée scolaire va avoir lieu à peine dans six semaines. Pour les gens qui travaillaient dans ce domaine, ce n'est un secret de polichinelle pour personne de savoir qu'au 29 juillet, au cours de l'été, déjà non seulement les programmes mais, dans nos polyvalentes, les horaires sont déjà rendus à la programmation. Les horaires sont déjà faits. Lorsqu'on adoptera ce projet de loi qui est susceptible... M. le Président, vous en conviendrez avec moi parce que, quand même, à l'intérieur de ce projet de loi, on traite de la langue d'enseignement.

Que ce projet de loi soit accepté au début d'août, à la mi-août, à la fin août, peu importe la date de son adoption, c'est évident qu'il faudra que, pour nos écoles, nos commissions scolaires réajustent leurs horaires et leurs programmes. Cela va évidemment perturber l'année scolaire de nos enfants. Comme ce gouvernement se veut vrai et bon, le moins qu'il puisse faire, c'est de tâcher de laisser commencer l'année scolaire en paix au moins pour nos enfants et pour la classe enseignante.

On sait jusqu'à quel point le milieu scolaire est nerveux du côté du changement, jusqu'à quel point c'est difficile d'apporter des changements en plein milieu d'un horaire déjà fait.

En passant, j'entends japper le député de La-violette. S'il avait le courage de se lever et dire une fois pour toute ce qu'il pense. Qu'il se lève donc et qu'il parle donc tout simplement.

**M. Duhaime:** M. le Président, sur une question de règlement.

Le temps du député de Maskinongé est écoulé. Nous aurons l'occasion d'entendre à nouveau ses exposés, mais le temps qui lui est alloué est maintenant terminé.

**M. Picotte:** Je m'excuse, M. le Président. Question de règlement.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le leader adjoint du gouvernement, j'ai le regret de vous dire qu'il restait encore trois minutes au député de Maskinongé lorsque vous êtes intervenu.

**M. Picotte:** Sur la question de règlement, M. le Président. A ce compte...

**M. Duhaime:** Vous me permettrez d'ajouter que cela me paraît très long quand même.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Maskinongé vous avez la parole pour environ deux à trois minutes.

**M. Picotte:** Il y en a qui écoutent avec leurs oreilles, ils ne se servent pas de ce qu'ils ont au-dessus pour comprendre. J'espère que ce n'est pas le cas du député de Saint-Maurice. Sur la question de règlement, à ce compte-là, lorsqu'on me mentionne qu'il me reste peu de temps, je dirai au premier ministre que le député de Saint-Maurice est un candidat allergique pour prendre la succession du député de Vaudreuil-Soulanges comme vice-président parce que lui aussi a cette tendance à couper des minutes aux opinants.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Maskinongé, je vous demanderais d'arriver à la motion tout en vous indiquant que je n'ai pas tenu compte, dans le calcul, du temps employé par le député de Saint-Maurice. Je vous accorde encore deux minutes pour conclure.

**M. Picotte:** M. le Président, je constate que, au moins, vous vous êtes rendu compte que les arrêts de mon discours ont été provoqués par des gens d'en face qui n'ont pas le courage de se lever pour dire ce qu'ils ont à dire.

Je vous parlais du domaine scolaire qui est un point très sensible et où on peut facilement perturber toute l'année scolaire, rendu à ce temps-ci, si, évidemment, on n'arrête pas cette étude du projet de loi qui viendra sûrement changer beaucoup de choses lors de la rentrée scolaire. Je trouve la motion du député de Verdun non seulement sage, mais très juste. J'ai un seul reproche à faire au député de Verdun, c'est que je trouve — connaissant la valeur du gouvernement que nous avons présentement — qu'il n'a pas été assez généreux sur les trois mois. Je pense que pour vraiment écouter la population, pour vraiment se sensibiliser à ce que les Québécois veulent, cela n'aurait pas pris trois mois. Cela aurait pris au moins six et peut-être neuf mois, le temps d'une grossesse, parce que cela prend quand même assez de temps à ces gens pour réaliser que ce projet de loi n'est pas à propos, surtout au moment où on en discute.

En terminant, je dirai à cette Chambre que lorsqu'on veut accuser l'Opposition officielle de retarder la motion du projet de loi, ce n'est pas l'Opposition officielle qui fait le menu législatif en

cette Chambre; ce n'est pas l'Opposition officielle qui apporte les projets de loi en cette Chambre. L'Opposition officielle est mandatée par la population pour en discuter et pour essayer de la bonifier le plus possible. Je vous dirai que la première perte de temps qui a eu lieu en cette Chambre au sujet de l'étude de ce projet sur la langue a été justement l'acrobatie fantastique qu'ont faite certains ministres de ce gouvernement de passer du projet de loi 1 au projet de loi 101. Ceci a permis de perdre deux, trois et même quatre jours en discussion. Le premier coupable, je pense, de cette perte de temps—qu'on ne blâme ni l'Opposition officielle ni d'autres membres de cette Assemblée—c'est le gouvernement qui a changé d'idée et d'avis à deux occasions jusqu'à maintenant et qui, probablement, n'en est pas à ses derniers changements.

Je sais qu'on ne peut pas proposer d'autres motions présentement, mais, quand même, j'espère que ce gouvernement saura écouter la population, que chacun de ses membres saura aller dans son comté pour tâcher d'entendre exactement la version des Québécois sur ce projet de loi et décidera non seulement de suspendre l'étude du projet de loi 101 et de le reporter à trois mois, mais décidera d'apporter des projets de loi en cette Assemblée qui seront, je pense, supérieurs pour tâcher d'enrayer le chômage et tâcher de faire des développements et d'apporter, au point de vue économie, au moins, l'essentiel sur la table de nos familles québécoises. Merci, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Laval.

**M. Jean-Noël Lavoie**

**M. Lavoie:** M. le Président, j'ai l'intention, également, d'intervenir sur la motion du député de Verdun afin de reporter à trois mois la deuxième lecture de ce projet de loi... Trouvez-vous normal, M. le Président, qu'on vienne m'influencer dans mes propos au moment où je les prononce? Vous voyez jusqu'où peut aller l'audace du leader parlementaire du gouvernement.

**Le Vice-Président:** Est-ce une demande de directive?

**M. Lavoie:** J'ai plusieurs raisons, M. le Président, à soumettre au ministre d'Etat responsable au développement culturel et au gouvernement pour les inviter à reporter à trois mois l'étude d'un tel projet de loi. Je crois que mon premier argument, ce serait peut-être de rendre service à mon bon ami, le député de Bourget. Je trouve cela un peu pénible, actuellement, lui, qui depuis, je dirais huit mois, est buté, lié et prisonnier d'un projet de loi d'une telle importance, d'une telle envergure. Je crois qu'actuellement ce serait lui rendre service que de lui permettre par ces trois mois de prendre un peu de recul. C'est un malheur, pour nous, les législateurs, autant du côté du gouvernement que du côté de l'Opposition, c'est notre

plus grand malheur dans le rôle le plus important que nous devons jouer d'être exposés à avoir le nez collé trop près sur l'écorce.

Lorsqu'on a épousé une cause comme l'a épousée le député de Bourget, je crois que ce serait un bon conseil à lui donner de prendre quelques mois pour lui permettre de prendre un peu de recul et d'approfondir davantage l'importance du projet de loi qu'il soumet à l'Assemblée nationale. Je pourrai préciser davantage ma pensée, d'ailleurs, dans mon intervention sur la deuxième lecture du projet de loi. Il y a aussi un autre aspect. Je calcule, M. le Président, tout à fait inconcevable qu'à cette période-ci de l'année — et ce sont des propos que j'emprunte bien librement à ceux qui m'ont précédé dans cette Chambre depuis plusieurs années — je ne peux pas concevoir que des gens qui se disent sérieux, qui se disent honnêtes, puissent demander à leurs collègues, aux parlementaires, à cette institution première de tout Etat qu'est son Assemblée nationale, d'étudier, à cette période-ci de l'année près de 20 lois, je crois que c'est 19, que le gouvernement entend ou désire adopter durant cette partie-ci de cette session, surtout des pièces, des projets de loi aussi importants pour l'avenir collectif des Québécois que le projet de loi no 101 et d'autres projets de loi, dont un qu'on a eu l'audace de déposer, ce jour, ce matin, le 29 juillet, un projet de loi...

**M. Marcoux:** On est un gouvernement en dessus.

**Le Vice-Président:** A l'ordre!

**M. Lavoie:** ... de 70 articles, qui a une implication énorme sur l'économie du Québec. Il y a d'autres projets de loi qu'on sera appelé à étudier à cette période du mois d'août et du mois de septembre, des lois aussi importantes que la création d'une régie de l'assurance-automobile, d'autres lois qui ont une importance capitale pour toute la Communauté urbaine de Montréal, et, en même temps, d'autres lois comme le projet de loi no 2. Je ne peux pas comprendre qu'il y ait une telle incohérence, un tel non-sens de la part du leader parlementaire du gouvernement qui, justement, s'exprimait un 13 mars 1973 de la façon suivante: Je cite le député de Maisonneuve: "Ce sont des problèmes d'ordre physique normaux. Cela a peut-être l'air cave de poser ce problème, mais moi, je me dis que, si les membres de l'Assemblée nationale, qui sont sensés être les représentants du peuple, ne sont pas dans un état idéal pour prendre des décisions, comment voulez-vous qu'ils fassent de la législation qui soit intelligente? Comment voulez-vous que des gens ne disent pas, à un moment donné: Vous avez légiféré de façon absolument incompréhensible."

M. le Président, je n'ai jamais eu connaissance qu'on ait déposé... on a siégé, il est vrai, jusqu'au 31 juillet en 1974 pour adopter la loi 22, mais nous sommes le 29 juillet et nous sommes à mi-chemin en deuxième lecture seulement, et on sait que l'étude la plus approfondie d'un projet de loi, cela se fait à l'autre étape, en commission parlementaire.

taire, et également, si vous voulez faire un parallèle avec l'année 1974, il n'y avait pas...

**M. Marcoux:** Cessez les motions dilatoires; cessez les débats de procédure.

**M. Lavoie:** ... il ne restait pas à la fin de juillet 19 lois à étudier de l'importance que je vous ai mentionnée tout à l'heure, soit des amendements au Code du travail, soit la création de la Régie de l'assurance-automobile. Je vous dis que c'est indécent, messieurs.

La population va vous le dire et doit vous le dire en fin de semaine que c'est indécent. J'irais jusqu'à dire que c'est malhonnête de soumettre les parlementaires de l'Assemblée Nationale à de tels travaux forcés.

**M. Marcoux:** ...procédure, prochain sondage 5%.

**M. Lavoie:** M. le Président, je voudrais revenir sur cette motion de trois mois; je voudrais que le ministre et le gouvernement courent le risque, le seul risque que nous courons, c'est le risque de bonifier la loi.

D'ailleurs, grâce à l'Opposition officielle et le travail peut-être d'un certain club ferme également, il y a déjà eu, on a vécu une certaine amélioration très minime...

**M. Marcoux:** C'est un club solide.

**M. Lavoie:** ...entre la loi no... Je vais continuer, cela ne me dérange pas, monsieur. Les enfants ne me dérangent pas, M. le Président.

**Le Vice-Président:** D'accord, M. le leader de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** On a déjà vécu, on a expérimenté, suite à la lutte, aux questions que nous avons posées, de très légères améliorations entre le projet de loi no 1 et le projet de loi no 101, entre autres, sur le retrait de l'article 172 pour permettre un peu plus d'ouverture, pour permettre l'enseignement de l'anglais pour des personnes qui viennent travailler dans de grandes sociétés ou dans des centres de recherche. De légères améliorations.

On a vécu le projet de loi no 2 qui avait été déposé, d'une manière un peu rapide, suite à des représentations continues de quelques semaines, de quelques mois par l'Opposition officielle. On sait que le nouveau projet de loi no 2 a subi des améliorations et des changements importants.

Nous avons besoin de trois mois également pour permettre au ministre... Nous allons tenter de dialoguer avec lui pour qu'il fasse disparaître de son projet de loi certains aspects, certains éléments que nous considérons exagérés, excessifs, teintés, on doit le dire, d'intolérance à certains points de vue. Nous avons besoin de ces trois mois, M. le Président, justement pour demander, pour donner le temps au ministre de l'Education, entre autres, de nous donner l'assurance et la garantie... La population exige des assurances de l'enseignement de la langue seconde autant pour les francophones que pour les anglophones. On veut avoir cette assurance, avant de voter ce

projet de loi. C'est un vœu unanime de la population.

Nous avons besoin de ces trois mois, M. le Président, parce que nous considérons — je crois qu'on doit respecter l'opinion même d'adversaires politiques — que ce projet de loi est prématuré. J'irai même plus loin, je me permettrai d'amorcer le débat de deuxième lecture, je dis même, des plus dangereux, non pas pour les anglophones, mais ce projet de loi peut devenir dangereux et suicidaire pour les Canadiens français du Québec.

**M. Marcoux:** Bravo!

**M. Lavoie:** J'entends le prouver. Il est prématuré, parce que... D'ailleurs, personne ne se le cache, autant le député de Bourget que le député de Sauvé, le ministre de l'Education. J'ai bien parcouru leurs interventions. On sent que ce projet de loi est teinté de l'autre marchandise ou d'autres engagements du gouvernement pour ce qui concerne la séparation du Québec — je termine, M. le Président — ...

**M. Marcoux:** Cela donne de la saveur au projet de loi.

**M. Lavoie:** ... du restant du Canada. Je vous dis qu'un tel projet de loi ne devrait être adopté qu'après la tenue d'un référendum parce qu'il est trop interrelié avec la séparation du Québec.

M. le Président, je terminerai. Une autre raison, c'est un conseil, un service que j'entends proposer au député de Bourget et je pourrai élaborer davantage. Il pourrait former fort bien — ce serait dans l'ordre, durant ces trois mois — une mission parlementaire, comme nous en avons eue dans le passé.

**M. Marcoux:** Une commission itinérante?

**M. Lavoie:** Et cela, je voudrais l'établir avec des données précises, avec des statistiques, avec des références prises autant dans les encyclopédies Colliers, Chambers, Americana, Britannica, dans les statistiques d'Irlande et l'Annuaire statistique des Nations-Unies.

**M. Jolivet:** Et Statistique Canada.

**M. Lavoie:** Je crois qu'il serait utile d'aller étudier sur place ce qui s'est passé dans le seul pays qui s'est séparé, dans l'hémisphère occidental durant le vingtième siècle. C'est en 1921 et c'est l'Irlande du Sud.

**M. Marcoux:** En Suède, en Finlande?

**M. Lavoie:** Monsieur, il y en a eu en 1903, la Suède et la Norvège. Etes-vous satisfait?

**M. Garon:** Oui.

**M. Lavoie:** Je crois que ce serait utile. Et j'entends prouver, dans mon intervention de deuxième lecture...

**M. Garon:** Il y a eu le Danemark aussi.

**M. Lavoie:** J'entends prouver, dans mon intervention de deuxième lecture...

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Je m'excuse de vous interrompre. Peut-être que monsieur le leader parlementaire de l'Opposition... A l'ordre, s'il vous plaît! Ce n'est pas normal que l'on parle pendant que vous parlez, mais vous savez fort bien qu'en vertu de l'article 39 le président a le devoir de faire respecter le règlement. Il y en a deux articles qui sont violés présentement, trois, pardon. Le règlement...

**Une Voix:** Ils violent tout le monde.

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Je demanderais aux députés à ma droite de bien vouloir laisser conclure tranquillement le député à ma gauche.

**Une Voix:** Le Dr Cloutier va revenir, il va régler vos problèmes.

**M. Lavoie:** Je suggère que ce projet de loi... M. le Président...

**M. Garon:** Pour renseigner le leader parlementaire...

**M. Lavoie:** Si vous me violez encore, je ne vous tournerai pas le dos.

**Le Vice-Président:** M. le ministre, on peut violer tout ce qu'on voudra sauf le règlement, s'il vous plaît. Je vous demanderais de laisser la parole à M. le député de Laval, et je lui demanderais de l'abandonner, sa parole, dans le plus bref délai possible.

**M. Lavoie:** Je lui donne la permission.

**Le Vice-Président:** Moi, je ne donne pas de permission.

M. le député de Laval, si vous voulez conclure s'il vous plaît.

**M. Lavoie:** Je voudrais terminer, M. le Président, en disant que nous avons besoin de ces trois mois car nous refusons au gouvernement le mandat qu'il s'approprie. Je crois qu'un tel projet a besoin d'un consensus, a besoin d'un front uni national, je dirais d'une manière un peu plus collégiale parce qu'un parti qui n'a pas de majorité claire et absolue n'a pas un mandat pour passer une loi aussi dangereuse...

**M. Burns:** Je suis parti pour la sanction à 12 h 30 et le député commençait à parler à ce moment. Son temps est terminé depuis ce temps.

**M. Lavoie:** J'ai été interrompu quatre ou cinq fois.

**Le Vice-Président:** Le député de Laval a commencé à 12 h 33, il aurait dû terminer à 12 h 43. C'est pourquoi je lui demande de conclure, s'il vous plaît.

**M. Lavoie:** Pour aujourd'hui cela va faire, M. le Président.

Quant à me faire interrompre, je compte intervenir au début de la semaine prochaine en deuxième lecture sur cette question. J'entends prouver au gouvernement que ce projet de loi représente un danger énorme, non pas pour les anglophones, mais pour les Canadiens français du Québec.

**M. Marcoux:** Cette motion ne sera pas acceptée si vous entendez intervenir en deuxième lecture.

**Le Vice-Président:** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Noël Saint-Germain**

**M. Saint-Germain:** M. le Président, je crois honnêtement que, si on pouvait retarder ce projet de loi de trois mois pour étude, cela nous permettrait entre autres, non pas de prendre des vacances, mais d'adopter des lois excessivement nécessaires à cette province pour résoudre nos problèmes, qui sont réels.

Malheureusement, nous parlons de la langue, comme si la langue était réellement en danger dans cette province, tellement en danger que, s'il fallait ne pas adopter cette loi cette année, cela en serait fini du français dans l'Amérique du Nord. Cela me semble être indiscutable. Imaginez-vous, si on passait le reste de l'année sans un bill 101 qu'est-ce qui nous arriverait? On ne parlerait probablement presque plus français dans le monde de l'industrie et de la finance rendu aux Fêtes, on en serait probablement à l'extrême. Probablement qu'au mois de septembre la grande majorité de nos enfants de langue française s'inscrirait à l'école anglaise. On n'aurait plus aucun enfant de nos minorités qui irait à l'école française non plus.

Le ministre des Affaires culturelles trouve qu'on n'a pas assez de postes de radio de langue française. Probablement que, rendu aux Fêtes, ceux qui nous restent auront pratiquement disparu. Probablement que cela créerait tellement de tort à la culture française qu'on ne pourrait jamais, dans l'avenir, récupérer les pertes qu'on pourrait accuser d'ici les Fêtes. Ce serait catastrophique, M. le Président. On oublie pendant ce temps ce qui se passe dans le monde de l'industrie, dans le monde du commerce, on oublie le chômage, on oublie les relations de travail au niveau des écoles et des hôpitaux qui très bientôt feront surface à cause des nouvelles conventions collectives qui s'en viennent.

On oublie le développement de la province, si on pense par exemple aux investissements que le gouvernement du Québec a fait dans le passé, soit

au niveau de SIDBEC, SOQUEM, la Société de développement industriel; cela n'a plus d'importance, même si on accuse, dans certains champs d'activité, des déficits de \$34 millions à \$35 millions par année. Il faut sauver la langue et c'est absolument urgent.

Inutile de vous dire, M. le Président, que tout ceci n'est certainement pas en relation avec la vérité du Québec actuellement. Seulement, le gouvernement a fait son choix. On devrait réellement prendre trois mois pour mûrir ce projet de loi, parce que dans le Québec les choses évoluent très vite et dans trois mois il y a des changements terribles qui peuvent nous arriver. Pour le prouver, il s'agirait de revenir quelques mois en arrière. Entre autres, pendant la campagne électorale du mois de novembre, le Parti québécois a dit à la province: Messieurs, nous voulons simplement être un bon gouvernement. La séparation cela viendra avec un référendum, mais ce n'est pas ce qui est la priorité du Québec actuellement.

La priorité du Québec, c'est que la province se donne simplement un bon gouvernement, un gouvernement efficace. Cela n'a pris que quelques semaines après le 15 novembre pour voir le premier ministre à New York annoncer à l'Amérique du Nord tout entière que le Québec était à moitié séparé.

**M. Bisailon:** La motion.

**M. Burns:** La motion.

**M. Saint-Germain:** Je suis, M. le Président...

**M. Burns:** La motion, M. le Président, s'il vous plaît. On entre carrément dans un débat politique. Faites-le ailleurs, il y a des places pour le faire.

M. Saint-Germain: ... à l'intérieur de la motion...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Je vous demanderais de bien vouloir revenir à la motion, M. le député de Jacques-Cartier, s'il vous plaît!

**M. Saint-Germain:** Je reviens absolument à la motion, M. le Président. Je veux simplement vous prouver que dans trois mois, tellement de choses peuvent se passer qu'il serait important d'avoir ces trois mois pour le gouvernement, qui a déjà d'ailleurs, dans trois mois, changé d'idée d'une façon marquée.

En arrivant en Chambre immédiatement après les Fêtes, on est arrivé avec le projet de loi 1, et là le gouvernement avait établi ses priorités. On en parle encore. On en parlera encore probablement jusqu'au mois de septembre si le gouvernement y tient absolument. On en parlera encore, parce que le Parti libéral est absolument contre cette loi et nous prendrons tous les moyens qui sont à notre disposition pour la combattre. Pendant ce temps, le premier ministre prend des vacances. Il a bien le droit de prendre des vacances. Nous comprenons qu'il est tiraillé par ce projet de loi. Il va être capa-

ble de se reposer, je l'espère bien, en dedans de trois mois...

**M. Bisailon:** La motion.

**M. Saint-Germain:** ... et il pourrait bien nous laisser parce que le Parti libéral sait très bien que cette loi est parrainée par le ministre d'Etat au développement culturel. Nous savons très bien que c'est lui le maître d'oeuvre. C'est lui le patron. Et comme disent nos gens de langue anglaise: "The boss is not always right, but he is always the boss". Alors, puisqu'il faut parler de langue, nous pouvons en parler en toute liberté en l'absence du premier ministre. Parce que le premier ministre a certainement besoin d'un repos...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Jacques-Cartier, s'il vous plaît à l'ordre! Pour la deuxième fois je vous demande de vous en tenir uniquement et exclusivement à la motion.

**M. Saint-Germain:** M. le Président, je suis complètement à l'intérieur...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Jacques-Cartier, vous n'étiez pas à l'intérieur de la motion et je vous demande d'y revenir instamment.

**M. Saint-Germain:** Laissez-moi vous expliquer, M. le Président. Le premier ministre est tiraillé, il est malade, il est stressé. On veut lui donner des vacances.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît, tous les députés! M. le député de Jacques-Cartier, pour une troisième fois, je demande votre collaboration et vous prie de vous en tenir à la motion en discussion.

**M. Saint-Germain:** M. le Président, je crois que vous savez comme moi que, dans nos institutions, le premier ministre joue un rôle fondamental.

**M. Brassard:** Il est bien vivant.

**M. Saint-Germain:** Si le premier ministre est fatigué, frustré, stressé par le bill 101, il serait certainement de l'intérêt du Québec que l'étude de ce bill soit remise à trois mois pour lui permettre de revenir en santé.

Le chef de l'Union Nationale n'a pas besoin de trois mois. Il est complètement en forme. Il est en pleine jeunesse. Il est plein d'énergie.

**M. Saindon:** Il ne fait pas grand-chose.

**M. Saint-Germain:** Il n'est pas stressé par les bills sur les langues. Cela ne le fatigue pas.

**M. Brassard:** ...

**M. Saint-Germain:** Je l'ai vu, il y a trois mois, le 15 novembre, dans mon comté. Il se promenait sur le train. Il prenait le train à Sainte-Anne-de-Bellevue.

**M. Jolivet:** La motion.

**M. Saint-Germain:** Il s'en allait à Montréal, le matin...

**M. Jolivet:** La motion.

**M. Saint-Germain:** ...pour rencontrer les électeurs de l'ouest de l'île et il leur disait: "Good morning, Sir, good morning. You know, I am for the liberty of choice. Good morning, Madam, I am for the liberty of choice". A un moment donné, il rencontrait un jeune Canadien français, et il disait: Il faut bien avoir...

**M. Burns:** M. le Président, je m'excuse. Je fais un nouvel appel au règlement. Le corridor là-dessus est très, très étroit. Je vous demande de rappeler encore une fois... Evidemment, quand on ne sait pas quoi dire, on essaie de sortir constamment du sujet.

**M. Lavoie:** Arrêtez donc de défendre l'Union Nationale.

**M. Burns:** Je ne défends pas l'Union Nationale, je défends le règlement.

**M. Lavoie:** Vous défendez le chef de l'Union Nationale.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît! Je comprends qu'il ne reste que cinq minutes avant l'ajournement. Je demanderais aux députés de cesser de parler, surtout ceux qui ne sont pas à leur siège. D'autre part, M. le député de Jacques-Cartier, je vous recommande de faire tous les efforts pour demeurer à l'intérieur de la motion. Je suis sûr que vous en êtes capable.

**M. Saint-Germain:** Je fais des efforts terribles, M. le Président, pour vous prouver que, dans trois mois, les choses changent. Pour continuer sur les changements que M. Biron veut apporter à ses politiques linguistiques, j'essaie de vous prouver tout ce qui peut se passer dans trois mois.

Il rencontre un jeune Canadien français, il dit: Vous savez, on a un gouvernement terrible, on ne parle plus d'autonomie, des grèves dans les écoles, good morning, madam, I am for the liberty of choice! Et cela n'a pas pris trois mois. Il a changé sa politique, on l'a vu hier nous remettre une liasse de papier et dire: C'est cela la politique de l'Union Nationale. Je ne l'ai pas lue et je ne la lirai pas non plus! Si on accepte notre motion, c'est entendu qu'avec la même liberté, avec le même naturel, M. Biron peut arriver avec une autre liasse de papier et dire: Voilà la nouvelle politique linguistique de l'Union Nationale.

**Une Voix:** Dans trois mois, M. le Président.

**M. Saint-Germain:** Surtout si le gouvernement nous arrive avec un projet de loi...

**M. Grenier:** M. le Président, sur la même question.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Grenier:** Me permettez-vous une question?

**M. Saint-Germain:** Non.

**M. Grenier:** Vous ne permettez pas une question?

**M. Saint-Germain:** Vous le pouvez bien, je n'ai pas d'objection, M. le Président.

**M. Grenier:** J'aimerais savoir du député de Jacques-Cartier si, ce qu'il vient de citer du chef de l'Union Nationale, sa tenue, en général, et le dépôt de document qu'on vient de faire, le Parti libéral est prêt prochainement à faire un dépôt également et donner les positions aussi claires qu'on vient d'en donner dans le livre bleu de l'Union Nationale.

**M. Lavoie:** Une commission.

**M. Saint-Germain:** M. le Président, pour répondre, je dois dire que dans le Parti libéral...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît! Je pense que la question est complètement en dehors du sujet de la motion. Malgré le consentement du député de Jacques-Cartier, je lui demanderais de conclure, puisqu'il ne reste qu'une minute non seulement avant l'ajournement, mais avant l'expiration de son temps.

**M. Grenier:** M. le Président, j'écoutais de mon bureau le discours du député de Jacques-Cartier, et si ma question était hors de sujet, elle se posait dans l'ordre de son discours qui est complètement hors de sujet depuis qu'il est commencé.

**M. Saint-Germain:** Ecoutez! Je dirais simplement au leader parlementaire, s'il veut que M. Biron vienne expliquer sa politique dans le comté de Jacques-Cartier, je suis prêt à le rencontrer sur n'importe quelle tribune, et on parlera de l'évolution des politiques de l'Union Nationale comme celles du Parti libéral. C'est aussi clair que cela. Cela vous prendrait peut-être trois mois pour vous préparer à cette assemblée, par exemple.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Jacques-Cartier, votre temps est expiré, et j'aurais aimé pouvoir vous remercier de votre collaboration.

**M. Saint-Germain:** M. le Président...

**Une Voix:** Ils t'ont coupé cinq minutes!

**M. Burns:** M. le Président, je propose donc l'ajournement de nos travaux à lundi, 15 heures.

**M. Levesque (Bonaventure):** Un instant! L'ajournement du débat...

**M. Lavoie:** L'ajournement du débat d'abord!

**M. Burns:** Oui, qui veut l'ajourner?

**M. Lavoie:** Le député de Portneuf qui ajourne le débat.

**M. Pagé:** J'aurais cru pouvoir prendre la parole aujourd'hui, mais avec tous les retards qu'on a eus, je vous demande l'ajournement du débat.

**Des Voix:** Adopté.

**M. Pagé:** Question de règlement.

**M. Lavoie:** Avec la permission du leader. Nous siégeons à 15 heures, il n'y a pas de commission lundi. Nous continuons l'étude de cette motion.

### Travaux parlementaires

**M. Burns:** Je ne dis pas qu'il n'y a pas de commission lundi, mais il n'y a pas de commission

lundi matin. Il est possible qu'en même temps que la Chambre siège il y ait des commissions.

**M. Lavoie:** Vous ne pouvez pas nous donner, au moins, les indications?

**M. Burns:** Je ne peux pas à ce moment-ci. Je vous laisse simplement l'indication que possiblement les projets de loi no 50 et 51 seront appelés en commission de la présidence du conseil et de la constitution la semaine prochaine.

**M. Lavoie:** La semaine prochaine.

**M. Burns:** Oui. Est-ce que ce sera lundi ou est-ce que ce sera mardi? Au moment où je vous parle, je ne peux pas vous le dire. Ce sont des questions d'ordre purement technique qui m'empêchent de vous donner la réponse tout de suite. Nous reprendrons l'étude lundi, cependant, après la période des questions, lors des affaires du jour, du projet de loi no 101. Sur ce, M. le Président, je propose donc l'ajournement à lundi, 15 heures.

**Le Président suppléant (Vaillancourt, Jonquière):** Est-ce que cette motion est adoptée?

**Des Voix:** Adopté.

**Le Président suppléant (Vaillancourt, Jonquière):** Les travaux de cette Assemblée sont ajournés à lundi, 15 heures.

(Fin de la séance à 13 h 3)